

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2013/29138]

20 SEPTEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), l'article 13, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière, l'article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », l'article 24, § 2, modifié par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret de la Communauté française du 20 décembre 2011 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne créant une École d'Administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2003 organisant la formation en vue de l'obtention du brevet de management public;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 juillet 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 décembre 2010;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 9 décembre 2010;

Vu l'avis du Conseil de Direction du Ministère de la Communauté française, donné le 21 février 2011;

Vu l'avis du Conseil de Direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 18 février 2011;

Vu l'avis du Conseil de Direction de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, donné le 4 mars 2011;

Vu l'absence d'avis de la part du Conseil de direction de l'Institut de la Formation en cours de carrière dans le délai prescrit;

Vu le protocole n° 406 du Comité de Secteur XVII, conclu le 22 juin 2012;

Vu l'avis n° 50.049/2 du Conseil d'Etat, donné le 11 avril 2012;

Vu l'avis n° 51. 619/2/V du Conseil d'Etat, donné le 16 juillet 2012 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'accord de coopération conclu le 10 novembre 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne créant une École d'Administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne;

Vu l'accord de coopération conclu le 20 septembre 2012 entre le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française relatif au Certificat de management public pour l'accès aux emplois soumis au régime des mandats au sein de la Communauté française et de la Région wallonne;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

CHAPITRE 1^{er}. — Du régime des mandats

Section 1^{re}. — Champ d'application et dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté est d'application dans les Services de la Communauté française.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° services de la Communauté française : les Services du Gouvernement de la Communauté française et les organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII;

2° fonctionnaire dirigeant : l'Administrateur général pour l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, le fonctionnaire dirigeant de l'Institut de formation en cours de carrière ainsi que l'Administrateur général pour l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

3° supérieur hiérarchique : pour le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française, le Gouvernement; pour le fonctionnaire dirigeant de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, le Président du Conseil d'administration; pour le fonctionnaire dirigeant de l'Institut de la Formation en cours de carrière, le Président du Conseil d'administration, et pour le fonctionnaire dirigeant de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, le Président du Conseil d'administration.

Art. 3. Sont attribués par mandat conformément aux dispositions du présent arrêté, les emplois de rangs 15, 16, 16+ et 17.

Parmi les emplois de rang 15 existant au sein des Services du Gouvernement de la Communauté française, seuls les emplois de rang 15 visés à l'article 8, § 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des Services du Gouvernement de la Communauté française sont attribués par mandat.

Art. 4. L'emploi des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épïcène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre.

Section 2. — Des conditions d'accès

Art. 5. Le candidat à un mandat doit, au plus tard à l'échéance du délai prévu pour le dépôt des candidatures, être membre du pool de candidats visé à l'article 14.

Art. 6. Nul ne peut être désigné pour un mandat s'il ne répond pas aux conditions suivantes :

- 1° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;
- 2° jouir des droits civils et politiques;
- 3° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée;
- 4° satisfaire aux lois sur la milice;
- 5° justifier de la possession de l'aptitude médicale exigée pour la fonction à exercer;
- 6° ne pas être titulaire d'un mandat politique qui pour un agent entraîne un congé politique d'office de plus de quatre jours par mois;
- 7° ne pas être titulaire d'un des mandats politiques suivants : échevin, bourgmestre, ou président du conseil de l'action sociale;
- 8° ne pas bénéficier de dispenses de service ou des congés politiques facultatifs qui conduiraient, en les cumulant avec le congé politique d'office, à dépasser un total de quatre jours ouvrables d'absence par mois.

Section 3. — Certificat de management public

Art. 7. § 1^{er}. Le Certificat de management public est délivré après la réussite de l'examen organisé à l'issue de la formation prévue par l'accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne créant une Ecole d'Administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne, conclu le 10 novembre 2011.

§ 2. La formation consiste en un Certificat interuniversitaire d'Executive master en management public ou en un Certificat interuniversitaire en management public visé à l'article 6, § 1^{er}, 6°, du décret de la Communauté française du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, ci-après dénommé : « le Certificat interuniversitaire ». Le Certificat interuniversitaire est conféré par les universités de la Communauté française.

Le Certificat de management public est organisé par cycles. Un cycle désigne l'ensemble constitué par :

- le concours d'accès à la formation visé à l'article 10, § 2;
- les cours, études de cas, travaux pratiques, séminaires, mémoire et examens qui mènent à la délivrance du Certificat interuniversitaire;
- l'examen visé à l'article 13.

§ 3. Sur proposition de l'Ecole d'Administration publique agissant en concertation avec les universités, le Gouvernement fixe le programme du Certificat interuniversitaire nécessaire à l'obtention du Certificat de management public. Ce programme comprend les objectifs des cours et le profil des enseignants qui en seront chargés.

§ 4. Le programme du Certificat interuniversitaire est pluridisciplinaire et de haut niveau. Il vise à développer les aptitudes en management public et à doter les candidats des compétences requises pour l'exercice d'un mandat. Sous réserve de certains apports théoriques, il est axé essentiellement sur une formation pratique qui s'appuie sur une pédagogie interactive favorisant l'implication personnelle des participants. Il comprend des études de cas et des analyses de dossiers fondés sur la réalité administrative. Les enseignements, théoriques et pratiques, insistent sur les problèmes concrets rencontrés dans la gestion des services publics et sur les solutions susceptibles d'y être apportées.

Le programme du Certificat interuniversitaire porte au moins sur les matières suivantes :

- éthique et valeurs du service public;
- gestion stratégique de l'organisation;
- gestion de la qualité, du changement, de la créativité et de l'innovation;
- gestion des ressources humaines;
- dialogue et relations sociales;
- communication;
- politique européenne;
- modernisation de l'administration;
- management et leadership;
- économie politique;
- finances publiques, fiscalité et comptabilité publique;

— marchés publics.

Le programme du Certificat interuniversitaire comprend la réalisation par chaque candidat d'un mémoire écrit. Ce mémoire consiste en une étude approfondie d'un cas pratique transversal. Ce cas est préalablement approuvé conjointement par l'Ecole et les universités.

§ 5. Le volume horaire du Certificat interuniversitaire est de deux cent quarante heures au moins. Les heures consacrées au mémoire ne sont pas comprises dans les deux cent quarante heures.

Art. 8. Nul ne peut accéder au cycle en vue de l'obtention du Certificat de management public s'il ne répond, à l'échéance du délai pour le dépôt des candidatures prévu à l'article 9, § 3, aux conditions suivantes :

1° être titulaire d'un diplôme donnant accès au niveau 1, ou être lauréat d'un concours d'accession au niveau 1 ou à un niveau équivalent ou être porteur d'un certificat de compétences acquises hors diplôme donnant accès au niveau 1, ce certificat étant délivré ou reconnu par l'Ecole d'administration publique ou par un autre organe désigné par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française;

2° pouvoir se prévaloir d'une expérience professionnelle d'au moins 8 ans dans une fonction de niveau 1 ou une fonction équivalente, dont 2 ans d'expérience de gestion d'équipe ou de projets.

Art. 9. § 1^{er}. Chaque cycle doit faire l'objet d'une annonce rédigée par l'Ecole d'Administration publique et publiée par le Selor - Bureau de sélection et de recrutement de l'Administration fédérale, ci-après dénommé le Selor, au moins au *Moniteur belge*, dans deux titres de presse quotidienne belge édités en langue française et sur le site internet du Selor.

§ 2. Cette annonce comprend au moins les éléments suivants :

- les conditions d'accès ainsi que le nombre maximum de participants au cycle;
- l'identité des services et/ou des personnes auprès desquelles le dossier de candidature peut être retiré et qui peuvent fournir, aux candidats, toute information utile sur la formation;
- les informations et/ou documents qui doivent figurer dans l'acte de candidature;
- le délai et les modalités de dépôt des candidatures.

§ 3. Le délai de dépôt des candidatures est fixé par le Selor sans qu'il puisse être inférieur à 20 jours ni excéder deux mois. Il commence à courir le lendemain du jour de la publication au *Moniteur belge* de l'annonce visée au § 2. A défaut de respecter ce délai, la candidature est irrecevable.

Le délai visé à l'alinéa précédent est suspendu entre le 15 juillet et le 15 août.

§ 4. Les candidatures sont adressées par voie électronique au Selor.

§ 5. Le Selor vérifie la recevabilité des candidatures.

Art. 10. § 1^{er}. En tant qu'il conditionne la délivrance du Certificat de management public, le Certificat interuniversitaire est accessible à un nombre limité de participants. Pour chaque cycle, ce nombre est fixé préalablement par le Gouvernement, après avis de l'Ecole d'Administration publique remis dans les 30 jours de la demande, faute de quoi l'avis est réputé favorable.

§ 2. Si le nombre de candidats excède le nombre fixé en application du paragraphe 1^{er}, les candidats présentent un concours consistant en une analyse critique par écrit de situations pratiques. Cette épreuve ne consiste pas en un test de type bac à courrier.

Les épreuves peuvent faire appel à l'utilisation de moyens informatiques ou multimédia. Leur correction peut être automatisée.

Un projet de programme du concours est élaboré par l'Ecole et validé par le Selor. Le programme du concours est ensuite approuvé par le Gouvernement.

§ 3. Seuls sont admis à participer à la formation les candidats ayant réussi le concours visé au § 2 et classés en ordre utile au regard du nombre de participants fixé par le Gouvernement sur proposition de l'Ecole. Si deux ou plusieurs candidats sont classés ex quo au rang correspondant à ce nombre, ils sont tous admis à participer à la formation. Le Selor valide les résultats du concours.

Art. 11. . Tout candidat admis à participer au Certificat interuniversitaire peut solliciter auprès du jury de ce certificat une dispense pour un ou plusieurs cours, et les évaluations correspondantes à ces cours, en ce compris si ces évaluations sont organisées sous forme d'épreuve intégrant plusieurs cours ou matières. Aucune dispense ne peut être accordée pour ce qui concerne les études de cas et la réalisation du mémoire.

Peut être dispensé d'un cours, le candidat qui fournit la preuve qu'il a suivi avec fruit un cours ou une formation équivalent pour lequel il demande une dispense.

Un candidat peut, dans les mêmes conditions, obtenir une dispense s'il peut se prévaloir de compétences avérées en lien manifeste avec le concours concerné. Le jury du Certificat interuniversitaire statue collégialement et souverainement.

Art. 12. Dans des circonstances motivées, les candidats peuvent être autorisés par le jury du Certificat interuniversitaire à étaler celui-ci sur maximum deux ans.

Art. 13. § 1^{er}. Pour chaque cycle, un jury de cinq membres est composé par le Selor, en concertation avec l'Ecole, en vue de l'examen visé au § 2. Ce jury comprend :

- l'Administrateur délégué du Selor ou son délégué, qui préside le jury;
- deux membres désignés en raison de leur qualité d'experts présentant une compétence incontestable en management ou en ressources humaines et choisis en dehors des services de la Communauté française, des services du Gouvernement wallon et des organismes visés à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne et des cabinets ministériels. En cas d'indisponibilité d'un membre ainsi désigné, le Selor désigne un remplaçant dans une liste qu'il aura établie au début de chaque cycle, comprenant quatre membres présentant les mêmes qualités que les membres effectifs;
- deux mandataires en fonction désignés parmi les titulaires d'un emploi de rang 17, 16+ ou 16 dans les services de la Communauté française ou d'un emploi de rang A1 ou A2 dans les services du Gouvernement wallon ou les organismes. En cas d'indisponibilité d'un mandataire ainsi désigné, le Selor désigne un remplaçant dans une liste qu'il

aura établie au début de chaque cycle, comprenant quatre mandataires, titulaires d'un emploi de rang 17, 16+ ou 16 dans les services de la Communauté française ou d'un emploi de rang A1 ou A2 dans les services du Gouvernement wallon ou les organismes.

§ 2. L'École délivre le Certificat de management public à tous les lauréats du concours visé à l'article 10, titulaires du Certificat interuniversitaire qui ont également réussi l'examen organisé à la fin de chaque cycle.

Cet examen consiste en une épreuve orale qui a pour but d'évaluer les aptitudes requises à l'exercice d'une fonction de management.

Le jury délibère sur la réussite des candidats à la majorité des deux tiers des membres présents.

Les candidats ayant réussi l'examen ne font l'objet d'aucun classement et ne se voient attribuer aucune mention.

Les candidats n'ayant pas réussi l'examen peuvent le représenter au plus tôt 1 an après la date de l'examen.

§ 3. Le jury établit un règlement fixant l'organisation concrète et matérielle de l'examen.

Section 4. — Constitution d'un pool de candidats

Art. 14. Il est constitué un pool de candidats à l'exercice d'un mandat au sens du présent arrêté.

Seuls les membres de ce pool peuvent déposer leur candidature à un emploi à pourvoir par mandat.

Le pool des candidats à un mandat est composé :

1° des titulaires du Certificat de management public;

2° des mandataires en fonction au sein des services de la Communauté française le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté ou pour lesquels l'emploi a été déclaré vacant et la procédure de recrutement lancée au jour de cette entrée en vigueur et ayant fait l'objet d'une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée en application de l'article 55 du présent arrêté;

3° des membres du pool de candidats à l'exercice d'un mandat établi par l'article 341/8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime des mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public qui dépendent de la Région wallonne;

4° des mandataires en fonction au sein de Wallonie-Bruxelles International le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles International ou pour lesquels l'emploi a été déclaré vacant et la procédure de recrutement lancée au jour de cette entrée en vigueur et qui ont reçu une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée par le Gouvernement désigné à la suite de l'installation du Parlement;

5° du mandataire en fonction au sein de l'École d'Administration publique le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne et ayant fait l'objet d'une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée en application de l'article 10 du même arrêté;

6° de l'Administrateur général adjoint du Forem ayant fait l'objet d'une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée en application de l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne;

7° de l'Administrateur général adjoint de Wallonie-Bruxelles International ayant fait l'objet d'une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée en application de l'arrêté du Gouvernement wallon et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles International par le Gouvernement désigné à la suite de l'installation du Parlement.

Il n'est établi aucun classement parmi les membres du pool. Leur liste est établie par ordre alphabétique. Cette liste est tenue par l'École d'Administration publique. Les membres du pool sont tenus de lui notifier, par écrit, toute modification de leurs coordonnées.

L'appartenance au pool ne confère aucun autre droit que celui de pouvoir déposer sa candidature à un emploi à pourvoir par mandat. Elle ne donne lieu à aucune sorte de rétribution ou de rémunération.

Section 5. — Déclarations de vacance et lettres de mission

Art. 15. § 1^{er}. Les emplois à pourvoir par mandats sont déclarés vacants par le Gouvernement au plus tard 6 semaines après la prestation de serment de ses membres faisant directement suite au renouvellement du Parlement.

§ 2. Pour chaque emploi à pourvoir par mandat, le Gouvernement, en même temps qu'il déclare sa vacance, établit une lettre de mission.

Les projets de lettres de mission sont proposés au Gouvernement par le Comité de direction ou les organes de gestion des organismes, chacun pour ce qui le concerne, au plus tard trois semaines après la prestation de serment des membres du Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement. Le Gouvernement approuve les projets de lettres de mission. A défaut de proposition dans ce délai, le Gouvernement établit lui-même les lettres de mission.

§ 3. La lettre de mission comporte les éléments suivants :

1° la description de fonction et le profil de compétence de la fonction à pourvoir;

2° la définition des missions de gestion qui incombent au mandataire;

3° les objectifs de gestion stratégique à atteindre, définis notamment sur la base de la déclaration de politique communautaire;

4° les moyens budgétaires et les ressources humaines attribués.

Art. 16. Immédiatement après la déclaration de vacance visée à l'article 15, § 1^{er}, le Gouvernement lance l'appel aux candidatures par la voie d'une publication au *Moniteur belge* et sur le site internet du Gouvernement et d'un courrier électronique adressé à chacun des membres du pool de candidats, sur la base des données communiquées par ceux-ci à l'École d'Administration publique.

Cet appel aux candidatures indique pour chaque emploi concerné :

1° le mode et la date ultime d'introduction des candidatures;

2° les documents que doit contenir, à peine de nullité, l'acte de candidature;

3° le service auprès duquel la lettre de mission peut être obtenue.

Art. 17. Durant une période de 9 mois après la prestation de serment des membres du Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement, chaque membre du pool des candidats peut déposer sa candidature à maximum quatre emplois à pourvoir par mandat au sein des services de la Communauté française et à maximum quatre emplois à pourvoir par mandat au sein des services du Gouvernement wallon, des organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne, au sein de Wallonie-Bruxelles International ou de l'École d'Administration publique.

Les candidatures doivent être introduites auprès du Ministre de la Fonction publique au plus tard un mois après la déclaration de vacance des emplois concernés.

Les candidatures doivent être introduites par lettre recommandée et comprennent :

1° un curriculum vitae comprenant un exposé des titres et mérites, établi sur la base du modèle défini par le Gouvernement;

2° une lettre de motivation pour chaque emploi postulé contenant, notamment, la description de la vision stratégique du candidat et l'exposé de la manière selon laquelle celui-ci envisage d'exercer le mandat.

Le candidat qui est soumis, dans son emploi actuel, à un régime disciplinaire joint à sa candidature une attestation relative à l'état de son dossier disciplinaire.

Section 6. — Désignation

Art. 18. Pour chaque emploi à pourvoir par mandat, le Gouvernement examine les dossiers déposés par les candidats. Il procède à la comparaison des candidatures, en ayant égard aux titres et mérites et au contenu de la lettre de motivation de chaque candidat, ce au regard de la lettre de mission afférente à l'emploi à pourvoir.

Au plus tard trois mois après la déclaration de vacance des emplois à pourvoir, le Gouvernement nomme dans chaque emploi, à titre temporaire, le candidat qu'il estime le plus apte à exercer la fonction en toute confiance.

Art. 19. En cas de démission du Gouvernement en application de l'article 71 ou de l'article 72 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, le nouveau Gouvernement peut décider de déclarer vacants les emplois attribués par mandat. Dans ce cas, les mandats en cours prennent fin de plein droit le jour de la désignation des nouveaux mandataires.

Dans les hypothèses visées à l'alinéa 1^{er}, les emplois à pourvoir par mandat sont déclarés vacants par le nouveau Gouvernement au plus tard six semaines après sa prestation de serment. Les candidatures doivent être introduites au plus tard un mois après la déclaration de vacance des emplois, et les mandataires doivent être désignés au plus tard trois mois après l'échéance du délai prévu pour le dépôt des candidatures.

Section 7. — Plan opérationnel et contrat d'objectifs

Art. 20. § 1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, chaque mandataire transmet pour approbation au Gouvernement un projet de plan opérationnel qui met en œuvre la lettre de mission.

Dans les organismes disposant d'un organe de gestion, le projet de plan opérationnel est préalablement approuvé par cet organe de gestion.

Le plan opérationnel est établi sur la base d'un modèle adopté par le Gouvernement, sur avis du Comité de direction, élargi aux fonctionnaires généraux des organismes d'intérêt public. Le plan opérationnel est un document synthétique établi sur la base d'éléments mesurables.

En cas de désaccord entre le ou les Ministres fonctionnels et le mandataire sur le contenu du projet de plan opérationnel, le Gouvernement adopte définitivement le plan opérationnel.

§ 2. Les projets de plan opérationnel sont transmis au Gouvernement selon les modalités suivantes :

— pour le Secrétaire général, dans les trois mois à compter de sa désignation et après concertation au sein du Comité de direction;

— pour les mandataires des services du Gouvernement de la Communauté française membres du Comité de Direction, dans le mois à compter de l'approbation du plan opérationnel du Secrétaire général par le Gouvernement;

— pour les mandataires des services du Gouvernement de la Communauté française non membres du Comité de Direction, dans les deux mois à compter de l'approbation du plan opérationnel du Secrétaire général par le Gouvernement;

— pour les mandataires des organismes d'intérêt public dans les trois mois à compter de leur désignation.

§ 3. Pour ce qui concerne les mandataires de rang 15 qui disposent d'au moins un supérieur hiérarchique mandataire, le plan opérationnel est remplacé par un contrat d'objectifs. Le projet de contrat d'objectif est établi par le mandataire dans les trois mois à compter de l'approbation du plan opérationnel de son supérieur hiérarchique immédiat.

Le projet de contrat d'objectifs met en œuvre la lettre de mission.

Dans les organismes disposant d'un organe de gestion, le projet de contrat d'objectifs est approuvé par cet organe de gestion.

Le contrat d'objectifs est établi sur la base d'un modèle adopté par le Gouvernement, sur proposition du Comité de Direction, élargi aux fonctionnaires généraux des organismes d'intérêt public. Le contrat d'objectifs est un document synthétique établi sur la base d'éléments mesurables.

Les objectifs du contrat s'inscrivent dans le cadre du plan opérationnel du supérieur hiérarchique immédiat et de la Déclaration de Politique Communautaire.

Le contrat d'objectifs est réexaminé et, le cas échéant, adapté dans les trois mois de toute modification du plan opérationnel.

Les contrats d'objectifs et leurs modifications sont approuvés par le ou les Ministres fonctionnels.

En cas de désaccord entre le ou les Ministres fonctionnels, le supérieur hiérarchique et le mandataire de rang 15 sur le contenu du projet de contrat d'objectifs, le Gouvernement adopte définitivement le contrat d'objectifs.

Art. 21. Lorsque les éléments de la lettre de mission visés à l'article 15, § 3, 2°, 3° et 4°, sont modifiés, le plan opérationnel ou le contrat d'objectifs est revu conformément à la procédure prévue à l'article 20.

Lorsque l'évaluation du mandataire a été réalisée conformément à l'article 32, le plan opérationnel ou le contrat d'objectifs peut être revu à la demande du Gouvernement, conformément à la procédure prévue à l'article 20.

Le mandataire peut demander à revoir le plan opérationnel ou le contrat d'objectifs lorsque les moyens budgétaires et les ressources humaines attribués ou d'autres éléments substantiels de la lettre de mission sont modifiés significativement. La révision du plan ou du contrat se fait conformément à la procédure prévue à l'article 20.

Section 8. — Durée du mandat

Art. 22. Les mandats viennent à échéance le 31 décembre de l'année au cours de laquelle est intervenue la prestation de serment des membres d'un nouveau Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement.

Le mandataire cesse de plein droit d'exercer ses fonctions à l'échéance ainsi fixée. Toutefois, en l'absence de désignation d'un nouveau mandataire à cette échéance, le mandat en cours est prolongé jusqu'au 31 mars de l'année suivant celle au cours de laquelle est intervenue la prestation de serment des membres d'un nouveau Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement.

Au terme de cette prolongation, en l'absence de désignation d'un nouveau mandataire, le Gouvernement peut, par décision motivée, prolonger le mandat en cours pour une période supplémentaire d'une durée que le Gouvernement détermine.

La date d'échéance du mandat prévue à l'alinéa 1^{er} est d'application même lorsque le mandat en cours a été attribué après le 31 décembre de l'année au cours de laquelle est intervenue la prestation de serment des membres du Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement.

Le présent article s'applique sans préjudice des règles légales fixant l'âge auquel les agents des services de la Communauté française, par le seul fait qu'ils l'ont atteint, sont admis d'office à la retraite.

Art. 23. § 1^{er}. Le mandat prend fin de façon anticipée dans les cas suivants :

- 1° la démission volontaire du mandataire;
- 2° la survenance d'un événement visé à l'article 23 de l'ARPG qui entraîne pour un agent la perte de sa qualité d'agent;
- 3° le non-respect, par le mandataire, du régime d'incompatibilité tel qu'organisé à l'article 26;
- 4° une sanction disciplinaire définitive de démission d'office ou de révocation;
- 5° une suspension dans l'intérêt du service de plus de six mois;
- 6° l'évaluation défavorable en cours de mandat ou deux évaluations réservées successives en cours de mandat;
- 7° la mise à la retraite;
- 8° le bénéfice d'un congé politique d'office de plus de quatre jours par mois;
- 9° la désignation du mandataire pour exercer des fonctions d'échevin, de bourgmestre, ou de président du conseil de l'action sociale;
- 10° le bénéfice de dispenses de service ou de congés politiques facultatifs qui conduisent en les cumulant avec le congé politique d'office à dépasser un total de quatre jours ouvrables d'absence par mois, en application de la réglementation relative au congé politique.

En application de l'alinéa 1^{er}, 3°, si le Gouvernement estime qu'une activité, occupation ou comportement, visé à l'article 26, 2° et 3°, est incompatible avec le mandat, il donne la possibilité au mandataire, avant de mettre fin à son mandat, de cesser, dans un délai d'un mois, ladite activité, ladite occupation ou ledit comportement.

Par ailleurs, l'autorité peut mettre fin au mandat pour cause de maladie d'une durée ininterrompue d'au moins six mois pendant le mandat en cours.

Toute offre de démission doit être assortie d'un préavis de six mois, sauf durée plus courte arrêtée de commun accord entre le mandataire et le(s) Ministre(s) fonctionnel(s).

§ 2. La désignation d'un nouveau mandataire se fait par la désignation d'un autre candidat ayant posé sa candidature soit lors du précédent appel à candidatures, soit à la suite d'un nouvel appel à candidatures. Dans ce dernier cas, le Gouvernement fixe la date ultime d'introduction des candidatures.

Art. 24. § 1^{er}. Le Gouvernement peut désigner un agent du même cadre, en faisant prioritairement appel aux agents membres du pool visé à l'article 14, pour exercer les fonctions supérieures pour une période maximale de douze mois dans les cas suivants :

- 1° absence du mandataire depuis plus de deux mois;
- 2° absence prévisible du mandataire pour une durée d'au moins deux mois;
- 3° fin du mandat, dans l'attente de la désignation d'un nouveau mandataire.

Tout agent désigné pour exercer les fonctions supérieures doit justifier de huit ans d'expérience professionnelle dans le niveau 1 ou dans un niveau équivalent, dont deux ans dans le rang 12 ou dans un rang équivalent.

§ 2. En cas de désignation d'un mandataire pour exercer des fonctions supérieures le mandat est suspendu pour toute la durée des fonctions supérieures.

Le mandataire désigné pour exercer des fonctions supérieures conserve au moins sa rémunération de mandataire au sens des articles 30 et 31.

Section 9. — Situation administrative et pécuniaire

Art. 25. § 1. Le mandat s'exerce dans le cadre d'une relation statutaire temporaire. Il ne donne aucun droit à une nomination définitive à la fonction qu'il confère.

Le mandataire exerce son mandat à temps plein.

§ 2. Les dispositions formant le statut administratif et pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française sont applicables au mandataire dans la mesure où le présent arrêté ne déroge pas à ces dispositions.

Art. 26. Pendant la durée du mandat, le mandataire ne peut :

- 1° exercer toute fonction qui l'empêche d'exercer son mandat à temps plein;
- 2° exercer ou avoir toute activité ou occupation qui serait de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de la fonction ou contraire à la dignité de celle-ci;
- 3° avoir toute activité, occupation ou comportement qui pourrait ébranler la confiance du public dans son service ou mettre en cause son devoir de neutralité;
- 4° obtenir un congé pour interruption de la carrière professionnelle à l'exception du congé parental, de l'interruption de carrière pour soins palliatifs et du congé pour assistance ou octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille jusqu'au deuxième degré qui souffre d'une maladie grave;
- 5° obtenir un congé pour exercer une fonction dans le cabinet, le secrétariat, la cellule de coordination générale de la politique et la cellule de politique générale d'un membre du Gouvernement fédéral, dans le cabinet du président ou d'un membre du Gouvernement d'une communauté ou d'une région, du Collège réuni de la Commission communautaire commune ou du Collège de la Commission communautaire française;
- 6° obtenir l'autorisation d'exercer ses fonctions par prestations réduites pour convenance personnelle;
- 7° obtenir un congé pour raisons personnelles;
- 8° bénéficier d'un congé pour exercer une activité auprès d'un groupe politique reconnu;
- 9° bénéficier d'un congé pour mission autre que celui qui lui est accordé pour exercer un mandat au sens du présent arrêté;
- 10° obtenir un départ anticipé à mi-temps;
- 11° obtenir un congé pour accomplir un stage;
- 12° bénéficier de la semaine volontaire des quatre jours;
- 13° obtenir un congé pour être mis à disposition du Roi ou des Princes et Princesses de Belgique.

Art. 27. L'agent qui, au moment de sa désignation à un mandat à la Région wallonne ou à la Communauté française, est nommé à titre définitif au sein des services de la Communauté française, est mis d'office, pour la durée du mandat, en congé pour mission d'intérêt général dans son emploi initial.

Le contrat de travail du membre du personnel des Services de la Communauté française qui est nommé à titre temporaire en tant que mandataire à la Région wallonne ou à la Communauté française est, avec l'accord de ce membre de personnel, suspendu.

Art. 28. Tout mandataire doit suivre au moins vingt heures de formation par année civile, à choisir parmi l'offre proposée ou validée par l'Ecole d'Administration publique.

En cas de non-respect de l'obligation établie par l'alinéa 1^{er}, le paiement du montant visé à l'article 31 est suspendu. Cette suspension est appliquée tant que la situation du mandataire au regard de cette obligation n'est pas régularisée.

Art. 29. Sans préjudice de l'article 70 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, les mandataires titulaires d'un emploi de rangs 17, 16+ et 16 peuvent être auditionnés devant le Parlement, aux côtés du Ministre et moyennant l'accord de ce dernier, sur les questions pour lesquelles l'administration dispose d'une délégation ou qui relèvent de la stricte organisation interne des services.

Art. 30. Le mandataire se voit attribuer l'échelle du rang correspondant à l'emploi qu'il occupe.

Art. 31. Une prime annuelle payée mensuellement est octroyée aux mandataires. Celle-ci est de :

- 8.600,00 euros pour les mandataires de rang 17;
- 8.400,00 euros pour les mandataires de rangs 16+ et 16;
- 6.500,00 euros pour les mandataires de rang 15.

Ces montants sont rattachés à l'indice pivot 138,01.

Section 10. — Evaluation

Art. 32. § 1^{er}. Une évaluation du mandataire a lieu à un moment déterminé par le ou les Ministres fonctionnels, dans une période commençant à la fin du 9^e mois et finissant à la fin du 15^e mois qui suit l'entrée en fonction du mandataire. Cette évaluation porte sur la façon dont le mandataire s'est acquitté des missions de gestion reprises dans sa lettre de mission depuis le début du mandat.

§ 2. Tous les deux ans à compter de son entrée en fonction, le mandataire établit un rapport de suivi de son activité. Ce rapport porte sur l'état de réalisation des missions de gestion, des objectifs, et sur les prestations concrètes résultant des objectifs stratégiques et opérationnels qui répondent à la lettre de mission et au plan opérationnel ou au contrat d'objectifs.

§ 3. Si un des éléments contenus dans l'un des rapports visés au paragraphe 2 ou toute autre circonstance dûment mentionnée le justifient, le ou les Ministres fonctionnels peuvent décider qu'une évaluation supplémentaire doit être effectuée en cours de mandat.

L'évaluation porte alors sur le niveau de réalisation des missions de gestion et des objectifs, ainsi que sur les prestations concrètes résultant des objectifs stratégiques et opérationnels qui répondent à la lettre de mission et au plan opérationnel ou contrat d'objectifs.

Art. 33. § 1^{er}. Les mandataires sont évalués par une Commission d'évaluation qui est composée de membres répartis selon les deux catégories suivantes :

- 1° a. le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions qui préside la Commission d'évaluation ou en son absence, le Ministre fonctionnellement compétent qu'il désigne pour présider la Commission;
- b. le ou les Ministres fonctionnellement compétents;
- 2° a. le Secrétaire général ou le fonctionnaire dirigeant s'il s'agit d'un mandataire d'un organisme d'intérêt public. Ceux-ci ne siègent pas s'il s'agit de leur propre évaluation;
- b. pour les mandataires de rang 15 et 16, l'Administrateur général de leur voie hiérarchique.

§ 2. La Commission d'évaluation établit son règlement d'ordre intérieur.

Art. 34. Le Président de la Commission d'évaluation convoque la Commission d'évaluation.

La Commission est valablement composée lorsque chacune des catégories de membres visée à l'article 33, 9, § 1^{er}, est représentée.

A défaut, le Président de la Commission d'évaluation convoque une seconde fois ladite Commission d'évaluation dans les 10 jours ouvrables qui suivent. Celle-ci délibère valablement si, au moins, toutes les catégories sont représentées, sans préjudice de l'article 33, § 1^{er}, 2^o, a, alinéa 2.

Art. 35. La Commission évalue le mandataire en se basant sur :

- 1^o le rapport et l'audition du mandataire;
- 2^o le rapport motivé et l'audition du supérieur hiérarchique immédiat du mandataire;
- 3^o le cas échéant, le rapport ou l'audition de toute personne dont la Commission d'évaluation juge nécessaire de recueillir les déclarations, à l'exception des membres du Gouvernement et des membres des cabinets ministériels.

Art. 36. Le Président de la Commission d'évaluation demande que les rapports visés à l'article 35 lui soient transmis, dans un délai d'un mois.

Dès qu'il reçoit le(s) rapport(s) visé(s) à l'article 35, 2^o et 3^o, le Président de la Commission d'évaluation le(s) fait parvenir au mandataire concerné. Le mandataire peut, le cas échéant, y faire ses remarques par écrit dans les dix jours de la réception dudit rapport. Dans le même temps, le Président de la Commission d'évaluation fait parvenir le(s) rapport(s) aux autres membres de la Commission d'évaluation.

Art. 37. L'évaluation est notifiée à l'intéressé contre récépissé ou par lettre recommandée à la poste.

Art. 38. § 1^{er}. Dans les dix jours qui suivent la réception de l'évaluation, le mandataire peut introduire une réclamation écrite et motivée par lettre recommandée à la poste auprès de la Chambre de recours visée au § 2 et demander à être entendu.

A défaut de réclamation dans ce délai de dix jours, la mention d'évaluation formulée par la Commission d'évaluation est, à cette date, définitive.

§ 2. La Chambre de recours est composée de membres désignés par le Gouvernement, répartis comme suit :

- 1^o d'un magistrat à la retraite ou en fonction, ou d'un professeur de droit à la retraite ou en fonction, exerçant ou ayant exercé ses fonctions dans l'enseignement supérieur de type long ou universitaire qui en assure la Présidence;
- 2^o de deux agents externes à la Communauté française, de rang 16 au moins ou équivalent.

Pour chaque membre effectif, le Gouvernement désigne un membre suppléant désigné selon les mêmes modalités que le membre qu'il supplée.

Le Gouvernement désigne un secrétaire parmi les membres des Services de la Communauté française.

La Chambre de recours fixe son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est approuvé par le Gouvernement.

§ 3. Dans le mois de l'introduction de la réclamation, la Chambre de recours donne son avis au Gouvernement, après avoir entendu préalablement le mandataire.

Art. 39. Les membres de la Chambre de recours bénéficient d'une indemnité de présence de 125 euros par séance de la Chambre. Ce montant est indexé, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public, modifiée par l'arrêté royal n^o 178 du 30 décembre 1982. Il est rattaché à l'indice pivot 138,01.

Art. 40. Le Gouvernement prend, dans le mois qui suit la réception de l'avis de la Chambre de recours, sa décision motivée, laquelle :

- soit est conforme à l'évaluation de la Commission d'évaluation;
- soit suit l'avis émis par la Chambre de recours.

Art. 41. L'évaluation réalisée en application de l'article 32, § 1^{er}, fait l'objet d'une des mentions suivantes :

- 1^o « favorable » : lorsque les missions de gestion reprises dans la lettre de mission sont accomplies de manière suffisamment satisfaisante, et que le mandataire a démontré des qualités managériales suffisamment satisfaisantes;
- 2^o « réservé » : lorsque les missions de gestion reprises dans la lettre de mission ne sont accomplies que trop partiellement, ou que le mandataire n'a démontré des qualités managériales que trop partiellement satisfaisantes;
- 3^o « défavorable » : lorsque les missions de gestion reprises dans la lettre de mission ne sont accomplies qu'insuffisamment, ou que le mandataire n'a démontré des qualités managériales qu'insuffisamment.

L'évaluation réalisée en application de l'article 32, § 3, ou de l'article 42, alinéa 2, fait l'objet d'une des mentions suivantes :

1^o « favorable » : lorsque les missions de gestion et les objectifs stratégiques et opérationnels, contenus dans la lettre de mission et dans le plan opérationnel ou le contrat d'objectifs, ont soit été réalisés suffisamment et dans les délais prévus quantitativement et qualitativement, soit n'ont pas été réalisés suffisamment ou dans les délais prévus quantitativement ou qualitativement mais qu'il apparaît, sur la base des éléments de justification présentés par le mandataire, que cette situation est due à des circonstances imprévisibles ou à des éléments extérieurs qui ne lui sont pas imputables;

2^o « réservé » : lorsque les missions de gestion et les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans la lettre de mission et dans le plan opérationnel ou le contrat d'objectifs n'ont été que trop partiellement réalisés quantitativement ou qualitativement, ou pas dans les délais prévus;

3^o « défavorable » : lorsque les missions de gestion et les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans la lettre de mission et dans le plan opérationnel ou le contrat d'objectifs n'ont été qu'insuffisamment réalisés quantitativement ou qualitativement, ou pas dans les délais prévus.

Art. 42. Le mandataire auquel est attribuée une évaluation favorable poursuit l'exercice de son mandat en cours.

En cas d'attribution d'une évaluation réservée, une nouvelle évaluation est réalisée au terme d'un délai d'un an.

En cas d'attribution de deux évaluations réservées consécutives, il est mis fin au mandat de manière anticipée.

En cas d'attribution d'une évaluation défavorable, il est mis fin au mandat de manière anticipée.

Art. 43. Le mandataire dont la dernière évaluation a fait l'objet de la mention réservée n'est pas recevable à poser sa candidature au même mandat ou à un mandat d'un rang supérieur pour une durée de 5 ans à compter de la fin de son mandat.

Le mandataire qui a reçu une évaluation défavorable n'est pas recevable à poser sa candidature à un mandat pour une durée de 5 ans à compter de la fin de son mandat.

Art. 44. § 1. Le mandataire non reconduit qui est agent des services de la Communauté française et qui n'a pas été remplacé dans son emploi initial retrouve celui-ci au terme de son mandat. S'il a été remplacé, il est réaffecté dans un emploi de grade équivalent. Il conserve la qualité de membre du pool des candidats à l'exercice d'un mandat.

Si sa dernière évaluation est favorable, il bénéficie d'un congé rémunéré de quinze jours ouvrables, la rémunération durant ce congé étant celle qui a été perçue pendant l'exercice du mandat.

§ 2. L'ancien mandataire qui n'est ni agent des services de la Communauté française ni bénéficiaire d'un quelconque congé lui permettant de réintégrer son précédent emploi, qui n'a reçu ni une évaluation défavorable, ni deux évaluations réservées consécutives et qui n'est pas désigné pour un nouveau mandat, perçoit une indemnité de sortie de fonction calculée de la même manière que pour les membres du personnel contractuel. L'indemnité de sortie de fonction est égale, au minimum, à la rémunération du mandataire pour une période de 6 mois s'il a effectué un seul mandat, et à la rémunération du mandataire pour une période de 12 mois s'il a effectué plus d'un mandat. Il bénéficiera également d'un outplacement. Le mandataire non reconduit visé par le présent alinéa conserve la qualité de membre du pool des candidats à une fonction de mandat.

CHAPITRE 2. — *Dispositions modificatives*

Art. 45. Dans l'article 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006, les mots « l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII » sont remplacés par les mots « l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII ».

Art. 46. Dans l'article 32, alinéas 1^{er} et 2, du même arrêté, remplacés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006, les mots « l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII », figurant aux alinéas 1 et 2, sont chaque fois remplacés par les mots « l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII ».

Art. 47. Dans l'article 33, §§ 1^{er} et 2, du même arrêté, remplacés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006, les mots « l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII » sont chaque fois remplacés par les mots « l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII ».

Art. 48. Dans le même arrêté, l'intitulé du titre X, chapitre III, est remplacé par ce qui suit : « De l'évaluation des fonctionnaires généraux n'exerçant pas un mandat en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII ».

Art. 49. Dans l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, l'alinéa 2, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Le déroulement de la carrière pécuniaire du mandataire qui fait l'objet d'une évaluation défavorable est réglé par les articles 42 et 43 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII. ».

Art. 50. Dans l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006, les mots « articles 13 et suivants de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII » sont remplacés par les mots « articles 15 et suivants de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII. ».

Art. 51. Dans l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006, les mots « l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII » sont remplacés par les mots « l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII. ».

Art. 52. Dans l'article 21, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes qui relèvent du Comité de secteur XVII, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les mandats viennent à échéance le 31 décembre de l'année au cours de laquelle est intervenue la prestation de serment des membres d'un nouveau Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement.

Le mandataire cesse de plein droit d'exercer ses fonctions à l'échéance ainsi fixée.

La date d'échéance du mandat prévue à l'alinéa 1^{er} est d'application même lorsque le mandat en cours a été attribué après le 31 décembre de l'année au cours de laquelle est intervenue la prestation de serment des membres du Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement. »

CHAPITRE 3. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 53. Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2003 organisant la formation en vue de l'obtention du brevet de management public, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006;

2° dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} juillet 2010, le Chapitre Ier, comportant les articles 1 à 42.

CHAPITRE 4. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 54. B Pour l'application du présent arrêté, le titulaire du brevet de management public, visé à l'article 2, 5°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 2002 créant une Ecole d'Administration publique en Communauté française, est assimilé au titulaire du Certificat en management public, moyennant la réussite de l'examen visé à l'article 13.

Art. 55. § 1^{er}. En 2014, les mandataires de rang 17, 16 + et 16 des Services de la Communauté française, en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont évalués par le nouveau Gouvernement installé à la suite du renouvellement du Parlement.

En 2015, les mandataires de rang 15 des Services de la Communauté française, en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont évalués par le nouveau Gouvernement installé à la suite du renouvellement du Parlement.

Cette évaluation est réalisée selon les modalités suivantes. Des rapports d'évaluation motivés doivent être adressés au nouveau Gouvernement dans les quinze jours de la demande adressée par le Ministre de la Fonction publique. Ces rapports sont établis, pour chaque mandataire, respectivement par l'intéressé lui-même et par le Secrétaire général ou le fonctionnaire dirigeant. Pour ce qui concerne le Secrétaire général ou le fonctionnaire dirigeant, le deuxième rapport d'évaluation est établi respectivement par le Gouvernement en fonction lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté ou par l'organe de gestion de l'organisme. Ce deuxième rapport d'évaluation est notifié au mandataire, qui dispose d'un délai de huit jours pour faire valoir, par écrit, ses observations. La proposition d'évaluation est faite par le nouveau Gouvernement et est notifiée au mandataire dans le mois de l'échéance de ce délai de huit jours. Dans les huit jours de la notification de l'évaluation autre que très favorable ou favorable par le Ministre de la Fonction publique, le mandataire peut introduire un recours auprès de la chambre de recours visée à l'article 38 et peut demander à être entendu. La chambre de recours rend son avis et le notifie dans les quinze jours de sa saisine. L'évaluation est adoptée par le nouveau Gouvernement dans le mois de la réception de cet avis.

Le deuxième rapport d'évaluation comprend les constats et appréciations sur la façon dont le mandataire a rempli sa mission et atteint ou non ses objectifs. Il ne comprend pas de proposition de mention d'évaluation.

Le nouveau Gouvernement procède à l'évaluation en attribuant une mention d'évaluation. Pour ce faire, il s'appuiera sur les éléments suivants :

- la lettre de mission du mandataire évalué;
- le plan opérationnel;
- le rapport d'évaluation établi par le mandataire lui-même;
- le rapport d'évaluation rédigé par le Gouvernement sortant, par l'organe de gestion de l'organisme, par le Secrétaire général ou par le fonctionnaire dirigeant;
- les éventuelles remarques fournies par le mandataire évalué sur ce rapport d'évaluation.

Par dérogation à l'alinéa 3 du présent paragraphe, le Secrétaire général peut introduire un recours auprès de la chambre de recours visée à l'article 38 également en cas d'évaluation favorable, et peut demander à être entendu.

Par dérogation à l'alinéa 4 du présent paragraphe, pour le Secrétaire général, le deuxième rapport, rédigé par le Gouvernement sortant, comporte une proposition de mention d'évaluation.

§ 2. L'évaluation visée au § 1^{er} peut donner lieu à l'attribution des mentions suivantes :

1° « très favorable » : lorsque les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans le plan opérationnel auront soit été réalisés suffisamment et dans les délais prévus quantitativement et qualitativement, soit n'auront pas été réalisés suffisamment ou dans les délais prévus quantitativement ou qualitativement mais qu'il apparaît, sur la base des éléments de justification présentés par le mandataire, que cette situation est due à des circonstances imprévisibles ou indépendantes de lui-même.

Il faudra en outre que le mandataire ait suffisamment contribué à l'établissement d'une relation de confiance avec le Gouvernement, ait fait preuve d'innovation et d'initiative, et ait suffisamment contribué au rayonnement de son service;

2° « favorable » : lorsque les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans le plan opérationnel auront soit été réalisés suffisamment et dans les délais prévus quantitativement et qualitativement, soit n'auront pas été réalisés suffisamment ou dans les délais prévus quantitativement ou qualitativement, mais qu'il apparaît, sur la base des éléments de justification présentés par le mandataire, que cette situation est due à des circonstances imprévisibles ou indépendantes de lui-même;

3° « réservée » : lorsque les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans le plan opérationnel n'auront été que trop partiellement réalisés quantitativement ou qualitativement, ou n'auront pas été réalisés dans les délais prévus;

4° « défavorable » : lorsque les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans le plan opérationnel n'auront été qu'insuffisamment réalisés quantitativement ou qualitativement, ou n'auront pas été réalisés dans les délais prévus.

§ 3. Le mandataire auquel est attribuée, en application du § 1^{er}, une évaluation très favorable est automatiquement versé dans le pool des candidats visé à l'article 14. Il est, à sa demande, automatiquement reconduit dans son mandat. Au terme de ce nouveau mandat, s'il dispose d'une expérience professionnelle de 20 ans dans le secteur privé ou public, il est nommé définitivement à un grade de rang immédiatement inférieur à celui de la fonction qu'il exerçait dans le cadre de ce mandat, pour autant qu'il ne bénéficiait pas d'une nomination à un grade de rang supérieur préalablement à sa désignation comme mandataire. S'il ne bénéficie pas des années d'expérience requises et qu'il n'est ni agent des services de la Communauté française ni bénéficiaire d'un quelconque congé lui permettant de réintégrer son précédent emploi, le mandataire bénéficie des avantages prévus à l'article 44, § 2.

§ 4. Le mandataire auquel est attribuée, en application du § 1^{er}, une évaluation favorable est automatiquement versé dans le pool des candidats visé à l'article 14. Il peut, à l'occasion de la première application du présent arrêté, poser sa candidature à tout emploi à pourvoir par mandat déclaré vacant. Au terme de ce nouveau mandat, s'il dispose d'une expérience professionnelle de 20 ans dans le secteur privé ou public, il est nommé définitivement à un grade de rang immédiatement inférieur à celui de la fonction exercée dans le cadre de ce mandat, pour autant qu'il ne bénéficiait pas d'une nomination à un grade de rang supérieur préalablement à sa désignation comme mandataire.

Si après avoir déposé sa candidature, à l'occasion de la première application du présent arrêté, il n'est pas désigné pour un nouveau mandat, et qu'il dispose d'une expérience professionnelle de 20 ans dans le secteur privé ou public, il est nommé définitivement à un grade de rang immédiatement inférieur à celui qu'il occupait lors de son dernier mandat, pour autant qu'il ne bénéficiait pas d'une nomination à un grade de rang supérieur préalablement à sa désignation comme mandataire. Il se voit confier une mission en rapport avec son rang par le Gouvernement.

S'il ne bénéficie pas des années d'expérience requises et qu'il n'est ni agent des services de la Communauté française ni bénéficiaire d'un quelconque congé lui permettant de réintégrer son précédent emploi, le mandataire bénéficie des avantages prévus à l'article 44, § 2.

§ 5. Le mandataire auquel est attribuée, en application du § 1^{er}, une évaluation réservée ne peut, à l'occasion de la première application du présent arrêté, être désigné pour exercer par mandat l'emploi qu'il occupait jusqu'alors, ou un emploi de rang supérieur.

S'il n'est ni agent des services de la Communauté française ni bénéficiaire d'un quelconque congé lui permettant de réintégrer son précédent emploi, le mandataire bénéficie des avantages prévus à l'article 44, § 2.

§ 6. Le mandataire auquel est attribuée, en application du § 1^{er}, une évaluation défavorable ne peut être désigné dans un emploi à pourvoir par mandat à l'occasion de la première application du présent arrêté ni exercer un tel emploi avant le 31 décembre 2019.

§ 7. Lorsqu'en application du § 3, un mandataire est reconduit dans le même emploi, la déclaration de vacance est retirée de plein droit.

Art. 56. § 1^{er}. A l'occasion de la première application du présent arrêté, par le nouveau Gouvernement visé à l'article 55, § 1^{er}, la désignation des mandataires interviendra au plus tard aux dates suivantes :

1° la désignation des mandataires de rang 17, 16 + et 16 des services de la Communauté française interviendra au plus tard le 31 décembre 2014;

2° la désignation des mandataires de rang 15 des services de la Communauté française interviendra au plus tard le 31 juillet 2015.

A cette occasion de cette première désignation, la condition définie à l'article 5 devra être remplie par les candidats à un emploi à pourvoir par mandat au plus tard aux dates suivantes :

1° au plus tard le 1^{er} décembre 2014, pour les mandataires de rang 17, 16 + et 16 des services de la Communauté française;

2° au plus tard le 1^{er} juillet 2015, pour les mandataires de rang 15 des services de la Communauté française.

§ 2. Par dérogation à l'article 15, § 1^{er}, lors de la première application du présent arrêté aux mandataires de rang 15, les emplois sont déclarés vacants au plus tard le 1^{er} février 2015.

Art. 57. § 1. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, les articles 1^{er} à 6, 14 à 51, 53, 54 et 56 du présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2014.

Art. 58. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 septembre 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche, et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29138]

20 SEPTEMBER 2012. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het « Entreprise publique des technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française » (ETNIC) (Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap), artikel 13, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, artikel 45, tweede lid, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « ONE »;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 december 2011 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een « Ecole d'Administration publique » (School voor overheidsbestuur) die gemeenschappelijk is voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap);

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van 3 september 2003 houdende organisatie van de vorming met het oog op het verkrijgen van het brevet voor overheidsmanagement;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 juli 2010;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 9 december 2010;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 9 december 2010;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 21 februari 2011;

Gelet op het advies van de Directieraad van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 18 februari 2011;

Gelet op het advies van de Directieraad van het « Entreprise publique des technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française » (ETNIC), gegeven op 4 maart 2011;

Overwegende dat de Directieraad van het « Institut de la Formation en cours de carrière » (Instituut voor de vorming gedurende de loopbaan) geen advies binnen de vereiste termijn heeft uitgebracht;

Gelet op het protocol nr. 406 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 22 juni 2012;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 50.049/2, gegeven op 11 april 2012;

Gelet op het advies nr. 51.619/2/V van de Raad van State, gegeven op 16 juli 2012 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het op 10 november 2011 gesloten samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een « Ecole d'Administration publique » (School voor overheidsbestuur) die gemeenschappelijk is voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest;

Gelet op het op 20 september 2012 samenwerkingsakkoord tussen de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het getuigschrift van overheidsmanagement voor de toegang tot de betrekkingen die voor de mandatenregeling in aanmerking komen binnen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na de beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Mandatenregeling**Afdeling 1. — Toepassingsgebied en algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de Diensten van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

1° Diensten van de Franse Gemeenschap : de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;

2° leidend ambtenaar : de commissaris-generaal, voor het « Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française », de leidend ambtenaar van het « Institut de formation en cours de carrière », alsook de administrateur-generaal voor de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

3° hiërarchische meerdere : voor de secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, de Regering; voor de leidend ambtenaar van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », de voorzitter van de raad van bestuur; voor de leidend ambtenaar van het « Institut de la Formation en cours de carrière », de voorzitter van de raad van bestuur; en voor de leidend ambtenaar van het « Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française », de voorzitter van de raad van bestuur.

Art. 3. De betrekkingen van de rangen 15, 16, 16+ en 17 worden bij mandaat toegekend, overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Onder de betrekkingen van rang 15 die bestaan binnen de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, worden enkel de betrekkingen van rang 15 bedoeld in artikel 8, § 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap bij mandaat toegekend.

Art. 4. Het gebruik van de mannelijke namen voor de verschillende titels en ambten is gemeenschaptig met het oog op een betere leesbaarheid van de tekst, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.

Afdeling 2. — Voorwaarden voor de toegang

Art. 5. De kandidaat voor een mandaat moet, uiterlijk op het einde van de termijn bepaald voor de indiening van de kandidaturen, lid zijn van de in artikel 14 bedoelde kandidatenpool.

Art. 6. Niemand kan voor een mandaat worden voorgedragen als hij niet aan de volgende voorwaarden voldoet :

- 1° een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van het ambt;
- 2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3° geen niet doorgehaalde definitieve tuchtsanctie ondergaan;
- 4° aan de dienstplichtwetten voldoen;
- 5° het bewijs leveren van de medische geschiktheid die vereist is voor het uit te oefenen ambt;
- 6° geen politiek mandaat uitoefenen dat, voor een ambtenaar, een politiek verlof van ambtswege van meer dan vier dagen per maand met zich mede brengt;
- 7° geen van de volgende politieke mandaten uitoefenen : schepen, burgemeester, of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn;
- 8° geen dienstvrijstellingen of facultatieve politieke verloven genieten, die met het politiek verlof van ambtswege gecumuleerd, ertoe zouden leiden dat een totaal van vier werkdagen afwezigheid per maand zou worden overschreden.

Afdeling 3. — Getuigschrift van overheidsmanagement

Art. 7. § 1. Het getuigschrift van overheidsmanagement dat wordt uitgereikt nadat de kandidaat geslaagd is voor het examen georganiseerd op het einde van de opleiding bedoeld bij het op 10 november 2011 gesloten samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een « Ecole d'Administration publique » (School voor overheidsbestuur) die gemeenschappelijk is voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest.

§ 2. De opleiding bestaat uit een interuniversitair getuigschrift van executive master overheidsmanagement of een interuniversitair getuigschrift overheidsmanagement bedoeld in artikel 6, § 1, 6° van het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, hierna « het interuniversitair getuigschrift » genoemd. Het interuniversitair getuigschrift wordt door de universiteiten van de Franse Gemeenschap toegekend.

Het getuigschrift van overheidsmanagement wordt met cyclussen georganiseerd. Een cyclus duidt het geheel aan, bestaande uit :

- het vergelijkende examen voor de toegang tot de in artikel 10, § 2 bedoelde opleiding;
- de cursussen, gevallenstudies, praktische oefeningen, seminaries, scripties en examens die leiden tot het uitreiken van het interuniversitair getuigschrift;
- het examen bedoeld in artikel 13.

§ 3. Op de voordracht van de school voor overheidsbestuur, die in overleg met de universiteiten handelt, stelt de Regering het programma van het interuniversitair getuigschrift vast, dat noodzakelijk is voor het behalen van het getuigschrift van overheidsmanagement. Dat programma omvat de doelstellingen van de cursussen en het profiel van de leerkrachten die ermee zullen worden belast.

§ 4. Het programma van het interuniversitair getuigschrift is multidisciplinair en van hoog niveau. Het heeft als doel de bekwaamheid op het gebied van het overheidsmanagement te ontwikkelen en de kandidaten de competenties bij te brengen die vereist zijn voor de uitoefening van een mandaat. Behalve sommige theoretische delen wordt het vooral gericht op een praktische opleiding die steunt op een interactieve pedagogie tot bevordering van de persoonlijke deelneming van de aanwezige personen. Het omvat gevallenstudies en analyses van dossiers in verband met de administratieve realiteit. Het theoretische en praktische leerproces legt de nadruk op de concrete problemen betreffende het beheer van de overheidsdiensten en op de oplossingen die eraan kunnen worden gebracht.

Het programma van het interuniversitair getuigschrift heeft betrekking op ten minste de volgende aangelegenheden :

- ethiek en waarden van de overheidsdienst;
- strategisch beheer van de organisatie;
- beheer van de kwaliteit, de verandering, de creativiteit en de innovatie;
- human resources management;
- dialoog en sociale betrekkingen;
- communicatie;
- Europees beleid;

- modernisering van de administratie;
- management en leadership;
- politieke economie;
- overheidsfinanciën, fiscaliteit en overheidscomptabiliteit;
- overheidsopdrachten.

Het programma van het interuniversitair getuigschrift omvat de verwezenlijking door elke kandidaat van een scriptie. Die scriptie heeft betrekking op de grondige studie van een transversaal praktisch geval. Dat geval wordt gezamenlijk door de School en de universiteiten vooraf goedgekeurd.

§ 5. Het aantal lesuren voor het behalen van het interuniversitair getuigschrift bedraagt ten minste tweehonderd veertig. De uren besteed aan de scriptie zijn niet bij die tweehonderd veertig uren inbegrepen.

Art. 8. Niemand kan tot de cyclus voor het behalen van het getuigschrift van overheidsmanagement worden toegelaten als hij, op het einde van de termijn voor de indiening van de kandidaturen bepaald in artikel 9, § 3 niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot niveau 1, of geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar niveau 1 of een ermee gelijkgesteld niveau of houder zijn van een getuigschrift van verworven competenties buiten elk diploma dat toegang verleent tot niveau 1, waarbij dat getuigschrift wordt uitgereikt of erkend door de school voor overheidsbestuur of door een ander orgaan dat wordt aangeduid door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

2° het bewijs kunnen leveren van een beroepservaring van ten minste 8 jaar in een ambt van niveau 1 of ermee gelijkgesteld, waaronder 2 jaar ervaring inzake beheer van teams of projecten.

Art. 9. § 1. Elke cyclus moet worden aangekondigd door een bericht dat door de school voor overheidsbestuur wordt opgesteld en door Selor B Bureau voor selectie en werving van de federale administratie-, hierna Selor genoemd, ten minste in het *Belgisch Staatsblad*, in twee Franstalige Belgische dagbladen en op de website van Selor, wordt bekendgemaakt.

§ 2. Die aankondiging omvat ten minste de volgende gegevens :

- de voorwaarden voor de toegang alsook het maximaal aantal deelnemers aan de cyclus;
- de identiteit van de diensten en/of de personen bij wie het dossier voor de kandidatuur kan worden verkregen en die de kandidaten elke nuttige informatie over de opleiding kunnen verstrekken;
- de inlichtingen en/of documenten die in de akte voor de kandidaatstelling moeten voorkomen;
- de termijn en de nadere regels voor de indiening van de kandidaturen.

§ 3. De termijn voor de indiening van de kandidaturen wordt door Selor vastgesteld, waarbij hij niet korter dan 20 dagen en niet langer dan twee maanden kan zijn. Hij begint te lopen op de dag volgend op de dag van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de aankondiging bedoeld in § 2. Als die termijn niet in acht wordt genomen, is de kandidaatstelling niet ontvankelijk.

De in het vorige lid bedoelde termijn wordt tussen 15 juli en 15 augustus onderbroken.

§ 4. De kandidaturen worden langs de elektronische weg aan Selor gericht.

§ 5. Selor controleert de ontvankelijkheid van de kandidaturen.

Art. 10. § 1. Het interuniversitair getuigschrift, waarvan het uitreiken van het getuigschrift van overheidsmanagement afhangt, is toegankelijk voor een beperkt aantal deelnemers. Voor elke cyclus, wordt dit aantal voorafgaandelijk door de Regering vastgesteld, na advies van de School voor overheidsbestuur, uit te brengen binnen dertig dagen na de aanvraag; wordt dat advies niet binnen die termijn uitgebracht, dan wordt het als gunstig geacht.

§ 2. Indien het aantal kandidaten hoger ligt dan het aantal dat wordt vastgesteld met toepassing van paragraaf 1, leggen de kandidaten een vergelijkend examen af, bestaande in een schriftelijke kritische analyse van praktische toestanden. Die proef is geen test van het type « postbak ».

Voor de proeven kunnen informatica- of multimediamiddelen worden gebruikt. De correctie kan worden geautomatiseerd.

Een ontwerp van programma van het vergelijkend examen wordt door de School opgesteld en door Selor bekrachtigd. Het programma van het vergelijkend examen wordt dan door de Regering goedgekeurd.

§ 3. Aan de vorming kunnen alleen de kandidaten deelnemen die geslaagd zijn voor het in § 2 bedoelde vergelijkend examen en die batig gerangschikt zijn ten aanzien van het aantal deelnemers dat op voorstel van de School door de Regering wordt vastgesteld. Indien twee of meer kandidaten ex aequo gerangschikt zijn in de rang die met dat aantal overeenstemt, worden ze alle toegelaten tot deelnemen aan de vorming. Selor bekrachtigt de resultaten van het vergelijkend examen.

Art. 11. Iedere kandidaat die wordt toegelaten tot deelnemen aan het interuniversitair getuigschrift kan de examencommissie die met dat getuigschrift belast wordt een vrijstelling aanvragen voor één of meer cursussen, en de evaluaties die met die cursussen overeenstemmen, ook als die evaluaties worden georganiseerd in de vorm van proeven die betrekking hebben op verschillende cursussen of aangelegenheden. Geen vrijstelling kan worden verleend voor de gevallenstudies en de verwezenlijking van de scriptie.

Van een cursus kan worden vrijgesteld, de kandidaat die het bewijs levert dat hij met vrucht een cursus of een gelijkwaardige vorming heeft gevolgd waarvoor hij een vrijstelling aanvraagt.

Onder dezelfde voorwaarden kan een kandidaat een vrijstelling krijgen als hij het bewijs levert van bekwaamheden die duidelijk in verband staan met het betrokken vergelijkend examen. De examencommissie voor het interuniversitair getuigschrift beslist collegiaal en in laatste aanleg.

Art. 12. In met redenen omklede omstandigheden, kunnen de kandidaten door de examencommissie voor het interuniversitair getuigschrift ertoe worden toegelaten dit getuigschrift over hoogstens twee jaar te spreiden.

Art. 13. § 1. Voor elke cyclus wordt een examencommissie van vijf leden door Selor samengesteld, in overleg met de school, met het oog op het examen bedoeld in § 2. Die examencommissie is samengesteld uit :

- de afgevaardigde bestuurder van Selor of diens afgevaardigde, die de examencommissie voorzigt;

— twee leden, aangesteld op grond van hun hoedanigheid van deskundigen die een onbetwistbare bekwaamheid inzake management of human resources vertonen en die worden gekozen buiten de diensten van de Franse Gemeenschap, de diensten van de Waalse Regering en de instellingen die bedoeld zijn in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode en de code van de ministeriële kabinetten. Als een aldus aangesteld lid niet beschikbaar is, stelt Selor een vervanger aan uit een lijst die hij op het begin van elke cyclus zal hebben opgesteld, samengesteld uit vier leden die dezelfde hoedanigheden als de werkende leden hebben;

— twee mandaathouders die in functie zijn en die worden aangesteld uit de titularissen van een betrekking van rang 17, 16+ of 16 in de diensten van de Franse Gemeenschap of van een betrekking van rang A1 of A2 in de diensten van de Waalse Regering of de instellingen. Als een aldus aangestelde mandaathouder niet beschikbaar is, stelt Selor een vervanger aan uit een lijst die hij op het begin van elke cyclus zal hebben opgesteld, samengesteld uit vier mandaathouders, titularis van een betrekking van rang 17, 16+ of 16 in de diensten van de Franse Gemeenschap of van een betrekking van rang A1 of A2 in de diensten van de Waalse Regering of de instellingen.

§ 2. De school reikt een getuigschrift van overheidsmanagement uit aan alle geslaagden voor het vergelijkend examen bedoeld in artikel 10, die houder zijn van het interuniversitair getuigschrift en die ook geslaagd zijn voor het examen dat op het einde van elke cyclus wordt georganiseerd.

Dat examen bestaat in een mondelinge proef die tot doel heeft de vaardigheden te evalueren die vereist zijn voor de uitoefening van een managementsambt.

De examencommissie beraadslaagt en beslist over het slagen van de kandidaten met een meerderheid van tweederde van de aanwezige leden.

De kandidaten die voor het examen geslaagd zijn, worden in geen rangschikking opgenomen en krijgen geen vermelding toegekend.

De kandidaten die voor het examen niet geslaagd zijn, kunnen het ten vroegste één jaar na de datum van het examen opnieuw afleggen.

§ 3. De examencommissie stelt een reglement vast houdende de concrete en materiële organisatie van het examen.

Afdeling 4. — Samenstelling van een kandidatenpool

Art. 14. Er wordt een pool van kandidaten voor de uitoefening van een mandaat in de zin van dit besluit opgemaakt.

Alleen de leden van die pool kunnen zich kandidaat stellen voor een betrekking die bij mandaat toe te kennen is.

De pool van de kandidaten voor een mandaat is samengesteld uit :

1° de titularissen van het getuigschrift van overheidsmanagement;

2° de mandaathouders die in functie zijn binnen de diensten van de Franse Gemeenschap op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit of voor wie de betrekking vacant werd verklaard en de procedure voor de werving op de dag van die inwerkingtreding werd opgestart, en die de vermelding « zeer gunstig » of « gunstig » hebben gekregen bij de evaluatie die met toepassing van artikel 55 van dit besluit werd uitgevoerd;

3° leden van de pool van kandidaten voor de uitoefening van een mandaat vastgesteld door artikel 341/8 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

4° mandaathouders die in « Wallonie-Bruxelles-International » in functie zijn op de dag van de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering en van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van « Wallonie-Bruxelles-International » of voor wie de betrekking vacant werd verklaard en de procedure voor de werving op de dag van die inwerkingtreding werd opgestart, en die de vermelding « zeer gunstig » of « gunstig » hebben gekregen bij de evaluatie uitgevoerd door de Regering die na de installatie van het Parlement werd samengesteld;

5° de mandaathouder die in de School voor overheidsbestuur in functie is op de dag van de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren en die de vermelding « zeer gunstig » of « gunstig » hebben gekregen bij de evaluatie die met toepassing van artikel 10 van hetzelfde besluit werd uitgevoerd;

6° de adjunct-administrateur-generaal van Forem die de vermelding « zeer gunstig » of « gunstig » heeft gekregen bij de evaluatie die werd uitgevoerd met toepassing van artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

7° de adjunct-administrateur-generaal van « Wallonie-Bruxelles-International » die de vermelding « zeer gunstig » of « gunstig » heeft gekregen bij de evaluatie die met toepassing van het besluit van de Waalse Regering en van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van « Wallonie-Bruxelles-International » werd uitgevoerd door de Regering die na de installatie van het Parlement werd samengesteld.

Er wordt geen rangschikking onder de leden van de pool vastgesteld. Hun lijst wordt alfabetisch opgesteld. Die lijst wordt door de school voor overheidsbestuur gehouden. De leden van de pool moeten haar schriftelijk elke wijziging van hun persoonlijke gegevens meedelen.

Het feit deel uit te maken van de pool geeft geen ander recht dan het recht zich kandidaat te stellen voor een betrekking die bij mandaat toe te kennen is. Dit opent geen recht op een retributie of een bezoldiging.

Afdeling 5. — Vacantverklaringen en opdrachtenbladen

Art. 15. § 1. De bij mandaat toe te kennen betrekkingen worden door de Regering vacant verklaard uiterlijk 6 weken na de eedaflegging van haar leden die onmiddellijk volgt op de vernieuwing van het Parlement;

§ 2. Voor elke bij mandaat toe te kennen betrekking, stelt de Regering, gelijktijdig met de vacantverklaring ervan, een opdrachtenblad vast.

De ontwerpen van opdrachtenblad worden aan de Regering door het directiecomité of de beheersorganen van de instellingen, elk voor zijn stuk, uiterlijk drie weken na de eedaflegging van de leden van de Regering die onmiddellijk volgt op de vernieuwing van het Parlement, voorgesteld. De Regering keurt de ontwerpen van opdrachtenblad goed. Als geen voorstel binnen die termijn wordt gedaan, stelt de Regering de opdrachtenbladen zelf vast.

§ 3. Het opdrachtenblad houdt de volgende gegevens in :

- 1° de ambtsomschrijving en het bevoegdheidsprofiel van het toe te kennen ambt;
- 2° de bepaling van de beheersopdrachten die aan de mandaathouder worden toegewezen;
- 3° de te bereiken doelstellingen voor het strategische beheer, die inzonderheid bepaald worden op basis van de verklaring betreffende het gemeenschapsbeleid;
- 4° de toegekende begrotingsmiddelen en menselijke middelen.

Art. 16. Onmiddellijk na de vacantverklaring bedoeld in artikel 15, § 1, doet de Regering een oproep tot kandidaten door middel van een bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van de Regering en door middel van een e-mail gericht aan elk van de leden van de kandidatenpool, op grond van de gegevens die door hen aan de school voor overheidsbestuur worden meegedeeld.

Die oproep tot kandidaten vermeldt voor elke betrokken betrekking :

- 1° de wijze en de uiterste datum voor de indiening van de kandidaturen;
- 2° de documenten die de akte voor de kandidaatstelling op straffe van nietigheid moet inhouden;
- 3° de dienst waarbij het opdrachtenblad kan worden verkregen.

Art. 17. Gedurende een periode van 9 maanden na de eedaflegging van de leden van de Regering die onmiddellijk volgt op de vernieuwing van het Parlement, kan ieder lid van de kandidatenpool zijn kandidatuur voor hoogstens vier betrekkingen indienen die bij mandaat toe te kennen zijn binnen de diensten van de Franse Gemeenschap en voor hoogstens vier betrekkingen die bij mandaat binnen de diensten van de Waalse Regering, de instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, binnen « Wallonie-Bruxelles International » of de School voor overheidsbestuur, toe te kennen zijn.

De kandidaturen moeten bij de Minister van Ambtenarenzaken uiterlijk één maand na de vacantverklaring van de betrokken betrekkingen worden ingediend.

De kandidaturen moeten bij aangetekend schrijven worden ingediend en omvatten :

- 1° een curriculum vitae houdende vermelding van de bekwaamheidsbewijzen en verdiensten, opgemaakt op basis van het door de Regering vast te stellen model;
- 2° een motivatiebrief voor elke betrekking houdende inzonderheid de beschrijving van de strategische visie van de kandidaat en de uiteenzetting van de wijze waarop deze het mandaat wil uitoefenen.

De kandidaat die in zijn huidige betrekking aan een tuchtregeling onderworpen is, voegt bij zijn kandidatuur een attest betreffende de staat van zijn tuchtdossier.

Afdeling 6. — Aanstelling

Art. 18. Voor elke betrekking die bij mandaat toe te kennen is, onderzoekt de Regering de dossiers die door de kandidaten worden ingediend. Ze vergelijkt de kandidaturen, rekening houdend met de bekwaamheidsbewijzen en verdiensten en de inhoud van de motivatiebrief voor iedere kandidaat, op grond van het opdrachtenblad voor elke toe te kennen betrekking.

Uiterlijk drie maanden na de vacantverklaring van de toe te kennen betrekkingen, benoemt de Regering tijdelijk in elke betrekking de kandidaat die volgens haar het meest geschikt is om het ambt met vol vertrouwen uit te oefenen.

Art. 19. Bij ontslag van de Regering, met toepassing van artikel 71 of van artikel 72 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, kan de nieuwe Regering beslissen de bij mandaat toegekende betrekkingen vacant te verklaren. In die gevallen eindigen de lopende mandaten van rechtswege de dag waarop de nieuwe mandaathouders worden aangesteld.

In de in het eerste lid bedoelde hypothesen worden de bij mandaat toe te kennen betrekkingen door de nieuwe Regering uiterlijk zes maanden na haar eedaflegging vacant verklaard. De kandidaturen moeten uiterlijk één maand na de vacantverklaring van de betrekkingen worden ingediend, en de mandaathouders moeten uiterlijk drie maanden na het verstrijken van de termijn bepaald voor de indiening van de kandidaturen worden aangesteld.

Afdeling 7. — Operationeel plan en doelstellingencontract

Art. 20. § 1. Onder voorbehoud van de bepalingen van paragraaf 3, legt iedere mandaathouder de Regering een ontwerp van operationeel plan dat het opdrachtenblad uitvoert, ter goedkeuring voor.

In de instellingen die over een beheersorgaan beschikken, wordt het ontwerp van operationeel plan vooraf door dit beheersorgaan goedgekeurd.

Het operationeel plan wordt opgesteld op grond van een model dat door de Regering wordt goedgekeurd, op advies van het directiecomité, uitgebreid tot de ambtenaren-generaal van de instellingen van openbaar nut. Het operationeel plan is een samenvattend document dat op grond van meetbare gegevens wordt opgesteld.

Als de functionele Minister(s) en de mandaathouder het niet eens zijn over de inhoud van het ontwerp van operationeel plan, komt het de Regering toe het operationeel plan definitief goed te keuren.

§ 2. De ontwerpen van operationeel plan worden de Regering meegedeeld volgens de volgende nadere regels :

- voor de secretaris-generaal, binnen de drie maanden te rekenen vanaf zijn aanstelling en na overleg binnen het directiecomité;
- voor de mandaathouders van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap die lid van het directiecomité zijn, binnen de maand te rekenen vanaf de goedkeuring van het operationeel plan van de secretaris-generaal door de Regering;
- voor de mandaathouders van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap die geen lid zijn van het directiecomité, binnen de twee maanden te rekenen vanaf de goedkeuring van het operationeel plan van de secretaris-generaal door de Regering;

— voor de mandaathouders van de instellingen van openbaar nut, binnen de drie maanden te rekenen vanaf hun aanstelling.

§ 3. Voor de mandaathouders van rang 15 die over ten minste één hiërarchische meerdere-mandaathouder beschikken, wordt het operationeel plan vervangen door een doelstellingencontract. Het ontwerp van doelstellingencontract wordt door de mandaathouder opgesteld binnen de drie maanden te rekenen vanaf de goedkeuring van het operationeel plan van zijn onmiddellijk hiërarchische meerdere.

Het ontwerp van doelstellingencontract legt het opdrachtenblad ten uitvoer.

In de instellingen die over een beheersorgaan beschikken, wordt het ontwerp van doelstellingencontract door dat beheersorgaan goedgekeurd.

Het doelstellingencontract wordt opgesteld op grond van een model, dat door de Regering wordt goedgekeurd, op voorstel van het directiecomité, uitgebreid tot de ambtenaren-generaal van de instellingen van openbaar nut. Het doelstellingencontract is een samenvattend document dat op grond van meetbare gegevens wordt opgesteld.

De doelstellingen van het contract liggen in het kader van het operationeel plan van de onmiddellijk hiërarchische meerdere en van de verklaring over het gemeenschapsbeleid.

Het doelstellingencontract wordt opnieuw onderzocht en, in voorkomend geval, aangepast binnen drie maanden na elke wijziging van het operationeel plan.

Het doelstellingencontract en de wijziging ervan worden door de functionele Minister(s) goedgekeurd.

Als de functionele Minister(s), de hiërarchische meerdere en de mandaathouder van rang 15 het over de inhoud van het ontwerp van doelstellingencontract niet eens zijn, komt het de Regering toe het doelstellingencontract definitief goed te keuren.

Art. 21. Wanneer de gegevens van het opdrachtenblad bedoeld in artikel 15, § 3, 2°, 3° en 4°, worden gewijzigd, wordt het operationeel plan of het doelstellingencontract herzien overeenkomstig de in artikel 20 bepaalde procedure.

Wanneer de evaluatie van de mandaathouder werd uitgevoerd overeenkomstig artikel 32, kan het operationeel plan of het doelstellingencontract worden herzien op aanvraag van de Regering, overeenkomstig de procedure bepaald in artikel 20.

De mandaathouder kan vragen om de herziening van het operationeel plan of het doelstellingencontract, wanneer de toegekende begrotingsmiddelen en menselijke middelen of andere wezenlijke gegevens van het opdrachtenblad op relevante wijze worden gewijzigd. De herziening van het plan of het contract geschiedt overeenkomstig de in artikel 20 bedoelde procedure.

Afdeling 8. — Duur van het mandaat

Art. 22. De mandaten eindigen op 31 december van het jaar waarin de eedaflegging van de leden van een nieuwe Regering die rechtstreeks volgt op de vernieuwing van het Parlement heeft plaatsgevonden.

De mandaathouder houdt van ambtswege op zijn ambt uit te oefenen op het aldus vastgestelde einde van de termijn. Als geen nieuwe mandaathouder echter op die datum aangesteld is, wordt het lopende mandaat verlengd tot 31 maart van het jaar volgend op het jaar waarin de eedaflegging van de leden van een nieuwe Regering die rechtstreeks volgt op de vernieuwing van het Parlement heeft plaatsgevonden.

Op het einde van die verlenging, als geen nieuwe mandaathouder wordt aangesteld, kan de Regering, bij een met redenen omklede beslissing, het lopende mandaat verlengen met een bijkomende periode die door de Regering vast te stellen is.

De in het eerste lid bepaalde datum van het einde van het mandaat is van toepassing zelfs als het lopende mandaat werd toegekend na 31 december van het jaar waarin de eedaflegging van de leden van de Regering die onmiddellijk volgt op de vernieuwing van het Parlement heeft plaatsgevonden.

Dit artikel is van toepassing onverminderd de wettelijke regels tot vaststelling van de leeftijd waarop de ambtenaren van de diensten van de Franse Gemeenschap, door het gewone feit dat ze die leeftijd hebben bereikt, van ambtswege in ruste worden gesteld.

Art. 23. § 1. Het mandaat eindigt vroegtijdig in de volgende gevallen :

- 1° vrijwillig ontslag van de mandaathouder;
- 2° plaatsvinden van een gebeurtenis bedoeld in artikel 23 van het KBAP, die voor een ambtenaar het verlies van zijn hoedanigheid als ambtenaar tot gevolg heeft;
- 3° niet-naleving door de mandaathouder van de onverenigbaarheidsregeling, zoals bepaald in artikel 26;
- 4° definitieve tuchtsanctie met ontslag van ambtswege of afzetting als gevolg;
- 5° schorsing in het belang van de dienst gedurende meer dan zes maanden;
- 6° een evaluatie « ongunstig » tijdens het mandaat of twee opeenvolgende evaluaties « met voorbehoud » tijdens het mandaat;
- 7° inruststelling;
- 8° politiek verlof van ambtswege van meer dan vier dagen per maand;
- 9° aanwijzing van de mandaathouder om het ambt van schepen, burgemeester, of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn uit te oefenen;
- 10° vrijstelling van dienst of facultatief politiek verlof die, gecumuleerd met het politiek verlof van ambtswege, een totaal van vier werkdagen afwezigheid per maand overschrijden, met toepassing van de regeling inzake het politiek verlof.

Met toepassing van het eerste lid, 3°, indien de Regering van mening is dat een activiteit, bezigheid of gedrag, bedoeld in artikel 26, 2° en 3°, met het mandaat onverenigbaar is, geeft ze de mandaathouder de mogelijkheid om, voordat zijn mandaat wordt beëindigd, binnen een termijn van één maand, die activiteit, die bezigheid of dat gedrag stop te zetten.

De overheid kan overigens het mandaat beëindigen wegens ziekte voor een ononderbroken duur van minstens zes maanden gedurende het lopende mandaat.

Met elke ontslagaanbieding moet een opzegtermijn van zes maanden gepaard gaan, of van een kortere duur die in onderlinge overeenstemming tussen de mandaathouder en de functionele Minister(s) wordt vastgesteld.

§ 2. De aanstelling van een nieuwe mandaathouder geschiedt door de aanstelling van een andere kandidaat die zich kandidaat heeft gesteld ofwel bij de vroegere oproep tot kandidaten, ofwel bij een nieuwe oproep tot kandidaten. In dit laatste geval, stelt de Regering de uiterste datum voor de indiening van de kandidaturen vast.

Art. 24. § 1. De Regering kan een ambtenaar van dezelfde personeelsformatie aanstellen, door bij voorrang een beroep te doen op de ambtenaren van de pool bedoeld in artikel 14, om een hoger ambt uit te oefenen voor een maximumperiode van twaalf maanden in de volgende gevallen :

- 1° afwezigheid van de mandaathouder sedert meer dan twee maanden;
- 2° voorspelbare afwezigheid van de mandaathouder voor een periode van minstens twee maanden;
- 3° einde van het mandaat, in afwachting van de aanstelling van een nieuwe mandaathouder.

Iedere ambtenaar die aangewezen wordt om een hoger ambt uit te oefenen, moet het bewijs leveren van acht jaar beroepservaring in niveau 1 of in een gelijkwaardig niveau, waaronder twee jaar in rang 12 of in een gelijkwaardige rang.

§ 2. Als een mandaathouder wordt aangesteld om een hoger ambt uit te oefenen, wordt het mandaat geschorst voor de hele duur van het hoger ambt.

De mandaathouder die wordt aangewezen om een hoger ambt uit te oefenen, behoudt ten minste zijn bezoldiging als mandaathouder in de zin van de artikelen 30 en 31.

Afdeling 9. — Administratieve en geldelijke toestand

Art. 25. § 1. Het mandaat wordt in het kader van een tijdelijk statutair verband uitgeoefend. Het geeft geen recht op een benoeming in vast verband in het ambt dat het toekent.

De mandaathouder oefent zijn mandaat voltijds uit.

§ 2. De bepalingen die het administratief statuut en het geldelijk statuut van de ambtenaren van de diensten van de Regering uitmaken, zijn toepasselijk op de mandaathouder in de mate waarin dit besluit niet van die bepalingen afwijkt.

Art. 26. Gedurende zijn mandaat kan de mandaathouder :

- 1° geen ambt uitoefenen dat hem verhindert zijn mandaat voltijds uit te oefenen;
- 2° geen activiteit of bezigheid uitoefenen of hebben uitgeoefend die de vervulling van de plichten van het ambt in het gedrang zou brengen of die zou ingaan tegen de waardigheid van het ambt;
- 3° geen activiteit, bezigheid of gedrag hebben die/die het vertrouwen van de publieke opinie in zijn dienst zou kunnen schokken of zijn plicht tot neutraliteit in gevaar zou kunnen brengen;
- 4° geen verlof genieten voor onderbreking van de beroepsloopbaan, met uitzondering van het ouderschapsverlof, van de onderbreking van de loopbaan om palliatieve verzorging en van het verlof om het verlenen van bijstand aan of verzorging van een gezinslid of een familielid tot de tweede graad, dat lijdt aan een ernstige ziekte;
- 5° geen verlof genieten om een ambt uit te oefenen in het kabinet, het secretariaat, de cel algemene beleidscoördinatie en de cel algemeen beleid van een lid van de Federale Regering, in het kabinet van de voorzitter of een lid van de Regering van een Gemeenschap, een Gewest, het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 6° geen toelating krijgen om zijn ambt met verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden uit te oefenen;
- 7° geen verlof wegens persoonlijke aangelegenheden genieten;
- 8° geen verlof genieten om een activiteit bij een erkende politieke groep uit te oefenen;
- 9° geen ander verlof wegens opdracht genieten dan het verlof dat hem wordt toegekend om een mandaat in de zin van dit besluit uit te oefenen;
- 10° geen vervroegde halftijdse inruststelling genieten;
- 11° geen verlof genieten om een stage te verrichten;
- 12° de vrijwillige vierdaagse week niet genieten;
- 13° geen verlof genieten om ter beschikking van de Koning of de Prinsen en Prinsessen van België te worden gesteld.

Art. 27. De ambtenaar die, op de datum van zijn aanstelling tot een mandaat in het Waalse Gewest of in de Franse Gemeenschap, in vast verband benoemd is binnen de diensten van de Franse Gemeenschap, wordt van ambtswege, voor de duur van het mandaat, met verlof gesteld wegens opdracht van algemeen belang in zijn oorspronkelijke betrekking.

De arbeidsovereenkomst van het personeelslid van de diensten van de Franse Gemeenschap dat in tijdelijk verband als mandaathouder in het Waalse Gewest of in de Franse Gemeenschap benoemd is, wordt, met de instemming van dat personeelslid, geschorst.

Art. 28. Iedere mandaathouder moet ten minste twintig uur opleiding per burgerlijk jaar volgen, te kiezen uit het aanbod dat door de school voor overheidsbestuur wordt voorgesteld of bekrachtigd.

Bij niet naleving van de in het eerste lid bepaalde verplichting, wordt de betaling van het in artikel 31 bedoelde bedrag geschorst. Die schorsing wordt toegepast zolang de mandaathouder die verplichting niet nakomt.

Art. 29. Onverminderd artikel 70 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, kunnen de mandaathouders die een betrekking van de rangen 17, 16 + en 16 bekleden voor het Parlement, naast de Minister en met de toestemming van deze, worden gehoord over de vraagstukken waarvoor de administratie over een delegatie beschikt of die onder de strikte interne organisatie van de diensten ressorteren.

Art. 30. De mandaathouder krijgt de schaal toegekend van de rang die overeenstemt met de betrekking die hij bekleedt.

Art. 31. Er wordt een jaarlijkse premie maandelijks toegekend aan de mandaathouders. Die bedraagt :

- 8.600,00 euro voor de mandaathouders van rang 17;
- 8.400,00 euro voor de mandaathouders van de rangen 16+ en 16;
- 6.500,00 euro voor de mandaathouders van rang 15.

Die bedragen worden gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01.

Afdeling 10. — Evaluatie

Art. 32. § 1. De mandaathouder wordt geëvalueerd op een door de functioneel bevoegde Ministers te bepalen datum, in een periode die op het einde van de 9e maand begint en eindigt op het einde van de 15e maand volgend op de dag waarop de mandaathouder in zijn ambt treedt. Die evaluatie heeft betrekking op de wijze waarop de mandaathouder zich sedert het begin van het mandaat heeft gekwetend van de beheersopdrachten die in zijn opdrachtenblad bepaald worden.

§ 2. Om de twee jaar te rekenen vanaf de dag waarop hij in ambt treedt, maakt de mandaathouder een verslag op over het opvolgen van zijn activiteit. Dat verslag heeft betrekking op de staat van de verwezenlijking van de beheersopdrachten, de doelstellingen, en over de concrete prestaties voortvloeiend uit de strategische en operationele doelstellingen die beantwoorden aan het opdrachtenblad en het operationele plan of het doelstellingencontract.

§ 3. Indien gegevens die in één van de verslagen bedoeld in paragraaf 2 vervat zijn of indien elke andere met redenen omklede omstandigheid dit rechtvaardigen, kan/kunnen de functionele Minister(s) beslissen dat een bijkomende evaluatie gedurende het mandaat moet worden uitgevoerd.

De evaluatie heeft dan betrekking op het niveau van de verwezenlijking van de beheersopdrachten en de doelstellingen, alsook op de concrete prestaties voortvloeiend uit de strategische en operationele doelstellingen die beantwoorden aan het opdrachtenblad en het operationele plan of het doelstellingencontract.

Art. 33. § 1. De mandaathouders worden geëvalueerd door een evaluatiecommissie die samengesteld is uit leden, verdeeld over de twee volgende categorieën :

1° a. de Minister bevoegd voor de ambtenarenzaken, die de evaluatiecommissie voorziet, of bij diens afwezigheid, de functioneel bevoegde Minister, die hij aanwijst om de commissie voor te zitten;

b. de functioneel bevoegde Minister(s);

2° a. de Secretaris-generaal of de leidend ambtenaar als het gaat om een mandaathouder van een instelling van openbaar nut. Deze zetelen niet als het om hun eigen evaluatie gaat.

b. voor de mandaathouders van rang 15 en 16, de administrateur-generaal van hun hiërarchische weg.

§ 2. De evaluatiecommissie stelt haar huishoudelijk reglement vast.

Art. 34. De voorzitter van de evaluatiecommissie roept de evaluatiecommissie bijeen.

De commissie is geldig samengesteld wanneer elk van de categorieën van de leden bedoeld in artikel 33, § 1, vertegenwoordigd is.

Zo niet, dan roept de voorzitter van de evaluatiecommissie die evaluatiecommissie een tweede keer bijeen binnen de 10 daaropvolgende werkdagen. Deze beraadslaagt en beslist geldig indien ten minste alle categorieën vertegenwoordigd zijn, onverminderd artikel 33, § 1, 2°, a, tweede lid.

Art. 35. De mandaathouder wordt door de Commissie geëvalueerd op basis van :

1° het verslag en de hoorzitting van de mandaathouder;

2° het met redenen omklede verslag en de hoorzitting van de onmiddellijk hiërarchische meerdere van de mandaathouder;

3° in voorkomend geval, het verslag of de hoorzitting van iedere persoon van wie de evaluatiecommissie het als nuttig acht de mening te kennen, met uitzondering van de leden van de Regering en de leden van de ministeriële kabinetten.

Art. 36. De voorzitter van de evaluatiecommissie vraagt dat de verslagen bedoeld in artikel 35 hem binnen een termijn van één maand worden overgezonden.

Zodra de voorzitter het verslag/de verslagen bedoeld in artikel 35, 2° en 3° ontvangt, deelt de voorzitter van de evaluatiecommissie dit/die aan de betrokken mandaathouder mee. De mandaathouder kan, in voorkomend geval, zijn opmerkingen schriftelijk binnen de tien dagen na de ontvangst van het verslag erop laten kennen. De voorzitter van de evaluatiecommissie deelt het verslag/de verslagen gelijktijdig aan de andere leden van de evaluatiecommissie mee.

Art. 37. De evaluatie wordt aan de betrokkene meegedeeld tegen ontvangstbewijs of bij een ter post aangetekend schrijven.

Art. 38. § 1. Binnen de tien dagen die volgen op de mededeling van de evaluatie kan de mandaathouder een schriftelijk en met redenen omkleed bezwaar bij een ter post aangetekende brief bij de Raad van beroep bedoeld in § 2 inbrengen en vragen om gehoord te worden.

Als geen bezwaar binnen deze termijn van tien dagen wordt ingebracht, wordt de vermelding van de evaluatie geformuleerd door de evaluatiecommissie op deze datum definitief.

§ 2. De Raad van beroep is samengesteld uit leden aangesteld door de Regering, verdeeld als volgt :

1° een magistraat in ruste of in functie of een hoogleraar in de rechten in ruste of in functie die zijn ambt in het hoger onderwijs van het lange type of in het universitair onderwijs uitoefent of heeft uitgeoefend en die het Voorzitterschap ervan waarneemt;

2° twee ambtenaren die niet tot de Franse Gemeenschap behoren van ten minste rang 16 of van een gelijkwaardige graad.

Voor elk werkend lid stelt de Regering een plaatsvervangend lid aan volgens dezelfde nadere regels als voor het lid dat hem vervangt.

De Regering stelt een secretaris aan onder de leden van de Diensten van de Franse Gemeenschap.

De Raad van Beroep stelt zijn huishoudelijk reglement vast. Dit wordt door de Regering goedgekeurd.

§ 3. Binnen de maand na het inbrengen van het bezwaar brengt de Raad van beroep zijn advies uit aan de Regering na de mandaathouder voorafgaandelijk te hebben gehoord.

Art. 39. De leden van de Raad van beroep krijgen een presentiegeld van 125 euro per zitting van de Raad. Dit bedrag wordt geïndexeerd overeenkomstig de regels voorgeschreven bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 178 van 30 december 1982. Het wordt gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01.

Art. 40. De Regering neemt binnen de maand volgend op de ontvangst van het advies van de Raad van Beroep haar met redenen omklede beslissing die :

- ofwel overeenstemt met de evaluatie van de Evaluatiecommissie;
- ofwel het advies volgt dat uitgebracht werd door de Raad van Beroep.

Art. 41. De met toepassing van artikel 32, § 1, uitgevoerde evaluatie geeft aanleiding tot één van de volgende vermeldingen :

1° « gunstig » : wanneer de beheersopdrachten die in het opdrachtenblad worden vermeld op voldoende bevredigende wijze worden vervuld, en de mandaathouder voldoende bevredigende managementkwaliteiten heeft bewezen;

2° « met voorbehoud » : wanneer de beheersopdrachten die in het opdrachtenblad worden vermeld te gedeeltelijk worden vervuld, of de mandaathouder te gedeeltelijk bevredigende managementkwaliteiten heeft bewezen;

3° « ongunstig » : wanneer de beheersopdrachten die in het opdrachtenblad worden vermeld op onvoldoende wijze worden vervuld, of de mandaathouder onvoldoende managementkwaliteiten heeft bewezen.

De met toepassing van artikel 32, § 3, of artikel 42, tweede lid uitgevoerde evaluatie geeft aanleiding tot één van de volgende vermeldingen :

1° « gunstig » : wanneer de beheersopdrachten en de strategische en operationele doelstellingen, die in het opdrachtenblad en in het operationele plan of het doelstellingencontract vermeld zijn, op voldoende wijze en binnen de bepaalde termijn, zowel kwantitatief als kwalitatief, werden verwezenlijkt, ofwel niet voldoende of niet binnen de gestelde termijn kwantitatief of kwalitatief werden verwezenlijkt, maar, op grond van de door de mandaathouder voorgestelde verantwoordingsgegevens, blijkt dat die toestand voortvloeit uit onvoorspelbare omstandigheden of externe feiten die niet aan hem toe te schrijven zijn;

2° « met voorbehoud » : wanneer de beheersopdrachten en de strategische en operationele doelstellingen die in het opdrachtenblad en in het operationele plan of het doelstellingencontract te gedeeltelijk kwantitatief of kwalitatief, of niet binnen de gestelde termijn werden verwezenlijkt;

3° « ongunstig » : wanneer de beheersopdrachten en de strategische en operationele plannen die in het opdrachtenblad en in het operationele plan of het doelstellingencontract kwantitatief of kwalitatief op onvoldoende wijze of niet binnen de gestelde termijn werden verwezenlijkt.

Art. 42. De mandaathouder aan wie een evaluatie « gunstig » gedurende zijn mandaat wordt toegekend, zet de uitoefening van zijn mandaat voort.

Als een evaluatie « met voorbehoud » wordt toegekend, wordt een nieuwe evaluatie na één jaar uitgevoerd.

Als twee opeenvolgende evaluaties « met voorbehoud » worden toegekend, wordt aan het mandaat vroegtijdig een einde gemaakt.

Als een evaluatie « ongunstig » wordt toegekend, wordt aan het mandaat vroegtijdig een einde gemaakt.

Art. 43. De mandaathouder wiens laatste evaluatie de vermelding « met voorbehoud » inhoudt, kan niet ertoe worden toegelaten zich kandidaat te stellen voor hetzelfde mandaat of een mandaat van een hogere rang voor een periode van 5 jaar te rekenen vanaf het einde van zijn mandaat.

De mandaathouder wiens evaluatie de vermelding « ongunstig » inhoudt, kan niet ertoe worden toegelaten zich kandidaat te stellen voor een mandaat voor een periode van 5 jaar te rekenen vanaf het einde van zijn mandaat.

Art. 44. § 1. De mandaathouder wiens mandaat niet werd hernieuwd, die ambtenaar van de diensten van de Franse Gemeenschap is en in zijn oorspronkelijke betrekking niet werd vervangen, krijgt deze terug op het einde van zijn mandaat. Als hij werd vervangen, krijgt hij een nieuwe dienstaanwijzing in een betrekking van een gelijkwaardige graad. Hij behoudt de hoedanigheid van lid van de pool van de kandidaten voor de uitoefening van een mandaat.

Indien zijn laatste evaluatie gunstig is, geniet hij een bezoldigd verlof van vijf werkdagen, waarbij de bezoldiging gedurende dat verlof deze is die gedurende de uitoefening van het mandaat werd ontvangen.

§ 2. De vroegere mandaathouder die geen ambtenaar van de diensten van de Franse Gemeenschap is of die geen verlof geniet dat hem toegang tot zijn vroegere betrekking verschaft, die geen evaluatie « ongunstig » of niet twee opeenvolgende evaluaties « met voorbehoud » heeft gekregen en die niet tot een nieuw mandaat wordt aangesteld, ontvangt een vergoeding voor de uittreding uit het ambt die op dezelfde wijze als voor de contractuele personeelsleden wordt berekend. De vergoeding voor de uittreding uit het ambt is minstens gelijk aan de bezoldiging van de mandaathouder voor een periode van 6 maanden als hij één enkel mandaat heeft uitgeoefend, en aan de bezoldiging van de mandaathouder voor een periode van 12 maanden, als hij meer dan één mandaat heeft uitgeoefend. Hij zal ook een outplacement genieten. De bij dit lid bedoelde mandaathouder wiens mandaat niet hernieuwd wordt, behoudt de hoedanigheid van lid van de pool van de kandidaten voor een mandaatambt.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingsbepalingen

Art. 45. In artikel 3, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, vervangen bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006, worden de woorden « het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren », vervangen door de woorden « het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren ».

Art. 46. In artikel 32, eerste lid en tweede lid van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006, worden de woorden « het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren », in het eerste lid en in het tweede lid voorkomend, telkens vervangen door de woorden « het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren ».

Art. 47. In artikel 33, §§ 1 en 2, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006, worden de woorden « het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren », telkens vervangen door de woorden « het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren ».

Art. 48. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van titel X, hoofdstuk III, vervangen door hetgeen volgt : « Evaluatie van de ambtenaren-generaal die geen mandaat uitoefenen met toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren ».

Art. 49. In artikel 13 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt het tweede lid, ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006, vervangen door hetgeen volgt : « Het verloop van de geldelijke loopbaan van de mandaathouder die een evaluatievermelding « ongunstig » heeft gekregen, wordt geregeld door de artikelen 42 en 43 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren. ».

Art. 50. In artikel 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », vervangen bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006, worden de woorden « artikelen 13 en volgende van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren », vervangen door de woorden « artikelen 15 en volgende van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren ».

Art. 51. In artikel 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (« ETNIC »), vervangen bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006, worden de woorden « het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren », vervangen door de woorden « het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren. ».

Art. 52. In artikel 21, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, wordt paragraaf 1 vervangen door hetgeen volgt :

« § 1. De mandaten eindigen op 31 december van het jaar waarin de eedaflegging van de leden van een nieuwe Regering die op de vernieuwing van het Parlement onmiddellijk volgt, heeft plaatsgevonden.

De mandaathouder houdt van ambtswege op zijn ambt op het aldus vastgestelde einde uit te oefenen.

De datum van het in het eerste lid vastgestelde einde van het mandaat is van toepassing, ook al werd het lopende mandaat toegekend na 31 december van het jaar waarin de eedaflegging van de leden van de nieuwe Regering die op de vernieuwing van het Parlement onmiddellijk volgt, heeft plaatsgevonden. ».

HOOFDSTUK III. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 53. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 september 2003 houdende organisatie van de vorming met het oog op het verkrijgen van het brevet voor overheidsmanagement, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006;

2° in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 juli 2010, hoofdstuk I, dat de artikelen 1 tot 42 bevat.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 54. Voor de toepassing van dit besluit, wordt de titularis van het brevet voor overheidsmanagement, bedoeld in artikel 2, 5° van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 2002 tot oprichting van een « Ecole d'Administration publique » (School voor overheidsbestuur) in de Franse Gemeenschap, gelijkgesteld met de titularis van het getuigschrift van overheidsmanagement, mits slagen voor het in artikel 13 bedoelde examen.

Art. 55. § 1. In 2014 worden de mandaathouders van de rangen 17, 16+ en 16 van de Diensten van de Franse Gemeenschap, die in functie zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, geëvalueerd door de nieuwe Regering die na de vernieuwing van het Parlement wordt geïnstalleerd.

In 2015, worden de mandaathouders van rang 15 van de Diensten van de Franse Gemeenschap, die in functie zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, geëvalueerd door de nieuwe Regering die na de vernieuwing van het Parlement wordt geïnstalleerd.

Die evaluatie wordt uitgevoerd volgens de volgende nadere regels. Met redenen omklede evaluatieverslagen moeten worden gericht aan de nieuwe Regering binnen veertien dagen na de aanvraag die door de Minister van Ambtenarenzaken werd gericht. Die verslagen worden, voor elke mandaathouder, respectief door de betrokkene zelf en door de secretaris-generaal of de leidend ambtenaar opgesteld. Voor de secretaris-generaal of de leidend ambtenaar, wordt het tweede evaluatieverslag respectief door de Regering die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit in functie is of door het beheersorgaan van de instelling opgesteld. Dat tweede evaluatieverslag wordt aan de mandaathouder meegedeeld, die over een termijn van acht dagen beschikt om zijn opmerkingen schriftelijk te laten kennen. Het evaluatievoorstel wordt door de nieuwe Regering gedaan en aan de mandaathouder meegedeeld binnen de maand waarin die termijn van acht dagen verstrijkt. Binnen de acht dagen na de kennisgeving van een andere evaluatie dan de evaluatie « zeer gunstig » of « gunstig » door de Minister van Ambtenarenzaken, kan de mandaathouder een beroep indienen bij de raad van beroep bedoeld in artikel 38 en vragen om te worden gehoord. De raad van beroep brengt zijn advies uit en deelt dit mee binnen een termijn van veertien dagen nadat dit advies hem werd aangevraagd. De evaluatie wordt door de nieuwe Regering binnen de maand na de ontvangst van dat advies goedgekeurd.

Het tweede evaluatieverslag omvat de vaststellingen en de beoordeling van de wijze waarop de mandaathouder zijn opdracht heeft vervuld en zijn doelstellingen al dan niet heeft bereikt. Het houdt geen voorstel van evaluatievermelding in.

De nieuwe Regering voert de evaluatie uit door een evaluatievermelding toe te kennen. Daartoe steunt ze op de volgende gegevens :

- het opdrachtenblad van de geëvalueerde mandaathouder;
- het operationeel plan;
- het evaluatieverslag dat door de mandaathouder zelf wordt opgemaakt;
- het evaluatieverslag dat wordt opgemaakt door de uittreedende Regering, het beheersorgaan van de instelling, de secretaris-generaal of de leidend ambtenaar;
- de eventuele opmerkingen over dat evaluatieverslag die door de geëvalueerde mandaathouder worden voorgelegd.

In afwijking van het derde lid van deze paragraaf, kan de secretaris-generaal een beroep indienen bij de raad van beroep bedoeld in artikel 38 ook in geval van een gunstige evaluatie, en kan hij vragen om te worden gehoord.

In afwijking van het vierde lid van deze paragraaf, voor de secretaris-generaal, omvat het tweede verslag, opgemaakt door de uittreedende Regering, een voorstel van evaluatievermelding.

§ 2. De evaluatie bedoeld in § 1 kan aanleiding geven tot de toekenning van de volgende vermeldingen :

1° « zeer gunstig » : wanneer de strategische en operationele doelstellingen, die in het operationele plan vermeld zijn, op voldoende wijze en binnen de bepaalde termijn, zowel kwantitatief als kwalitatief, werden verwezenlijkt, ofwel niet voldoende of niet binnen de gestelde termijn kwantitatief of kwalitatief werden verwezenlijkt, maar, op grond van de door de mandaathouder voorgestelde verantwoordingsgegevens, blijkt dat die toestand voortvloeit uit onvoorspelbare omstandigheden of omstandigheden die niet aan hem toe te schrijven zijn.

De mandaathouder moet bovendien voldoende hebben bijgedragen tot het opbouwen van een vertrouwensrelatie met de Regering, blijkt heeft gegeven van innovatie en initiatief, en voldoende heeft bijgedragen tot de uitstraling van zijn dienst;

2° « gunstig » : wanneer de strategische en operationele doelstellingen die in het operationeel plan vermeld zijn, op voldoende wijze en binnen de bepaalde termijn, zowel kwantitatief als kwalitatief, werden verwezenlijkt, ofwel niet voldoende of niet binnen de gestelde termijn kwantitatief of kwalitatief werden verwezenlijkt, maar, op grond van de door de mandaathouder voorgestelde verantwoordingsgegevens, blijkt dat die toestand voortvloeit uit onvoorspelbare omstandigheden of omstandigheden die niet aan hem toe te schrijven zijn;

3° « met voorbehoud » : wanneer de strategische en operationele doelstellingen die in het operationeel plan te gedeeltelijk kwantitatief of kwalitatief, of niet binnen de gestelde termijn werden verwezenlijkt;

4° « ongunstig » : wanneer de strategische en operationele doelstellingen die in het operationeel plan kwantitatief of kwalitatief op onvoldoende wijze of niet binnen de gestelde termijn werden verwezenlijkt.

§ 3. De mandaathouder aan wie, met toepassing van § 1, een evaluatie « zeer gunstig » wordt toegekend, wordt automatisch opgenomen in de in artikel 14 bedoelde kandidatenpool. Zijn mandaat wordt, op zijn aanvraag, automatisch hernieuwd. Op het einde van dat nieuwe mandaat, als hij een beroepservaring van 20 jaar in de privé-sector of in de openbare sector heeft, wordt hij in vast verband benoemd in een graad van de onmiddellijk lagere rang dan die van het ambt dat hij in het kader van dat mandaat uitoefende, voor zover hij geen benoeming in een hogere graad genoot voordat hij tot mandaathouder werd aangesteld. Als de mandaathouder niet de vereiste ervaringsjaren heeft en hij geen ambtenaar van de diensten van de Franse Gemeenschap is of hij geen verlot geniet waarbij hij zijn vroegere betrekking opnieuw kan bekleden, geniet hij de voordelen bepaald in artikel 44, § 2.

§ 4. De mandaathouder aan wie, met toepassing van § 1, een evaluatie « gunstig » wordt toegekend, wordt automatisch opgenomen in de in artikel 14 bedoelde kandidatenpool. Hij kan, bij de eerste toepassing van dit besluit, zich kandidaat stellen voor elke vacant verklaarde betrekking die bij mandaat toe te kennen is. Op het einde van dat nieuwe mandaat, als hij een beroepservaring van 20 jaar in de privé-sector of in de openbare sector heeft, wordt hij in vast verband benoemd in een graad van de onmiddellijk lagere rang dan die van het ambt dat hij in het kader van dat mandaat uitoefende, voor zover hij geen benoeming in een hogere graad genoot voordat hij tot mandaathouder werd benoemd.

Indien hij, nadat hij zijn kandidatuur heeft ingediend, bij de eerste toepassing van dit besluit, niet tot een nieuw mandaat wordt aangesteld, en hij een beroepservaring van 20 jaar in de privé-sector of in de openbare sector heeft, wordt hij in vast verband benoemd in een graad van de onmiddellijk lagere rang dan die van het ambt dat hij in het kader van zijn laatste mandaat uitoefende, voor zover hij geen benoeming in een hogere graad genoot voordat hij tot mandaathouder werd aangesteld. Hem wordt door de Regering een opdracht toegekend in verband met zijn rang.

Als de mandaathouder niet de vereiste ervaringsjaren heeft en hij geen ambtenaar van de diensten van de Franse Gemeenschap is of hij geen verlof geniet waarbij hij zijn vroegere betrekking opnieuw kan bekleden, geniet hij de voordelen bepaald in artikel 44, § 2.

§ 5. De mandaathouder aan wie, met toepassing van § 1, de evaluatie « met voorbehoud » wordt toegekend, kan, bij de eerste toepassing van dit besluit, niet worden aangesteld om de betrekking die hij tot nu toe bekleedde of een betrekking van de hogere rang te bekleden.

Als de mandaathouder geen ambtenaar van de diensten van de Franse Gemeenschap is of hij geen verlof geniet waarbij hij zijn vroegere betrekking opnieuw kan bekleden, geniet hij de voordelen bepaald in artikel 44, § 2.

§ 6. De mandaathouder aan wie, met toepassing van § 1, de evaluatie « ongunstig » wordt toegekend, kan niet worden aangesteld tot een betrekking die bij mandaat toe te kennen is bij de eerste toepassing van dit besluit en kan een dergelijke betrekking niet vóór 31 december 2019 bekleden.

§ 7. Wanneer een mandaathouder, met toepassing van § 3, dezelfde betrekking opnieuw mag bekleden, wordt de vacantverklaring van rechtswege ingetrokken.

Art. 56. § 1. Bij de eerste toepassing van dit besluit door de nieuwe Regering bedoeld in artikel 55, § 1, worden de mandaathouders uiterlijk op de volgende datums aangesteld :

1° de aanstelling van de mandaathouders van de rangen 17, 16+ en 16 van de diensten van de Franse Gemeenschap zal uiterlijk op 31 december 2014 plaatsvinden;

2° de aanstelling van de mandaathouders van rang 15 van de diensten van de Franse Gemeenschap zal uiterlijk op 31 juli 2015 plaatsvinden.

Naar aanleiding van die eerste aanstelling zullen de kandidaten voor een betrekking die bij mandaat toe te kennen is aan de in artikel 5 bepaalde voorwaarde uiterlijk op de volgende datums moeten voldoen :

1° 1 december 2014, voor de mandaathouders van de rangen 17, 16+ en 16 van de diensten van de Franse Gemeenschap;

2° 1 juli 2015, voor de mandaathouders van rang 15 van de diensten van de Franse Gemeenschap.

§ 2. In afwijking van artikel 15, § 1, bij de eerste toepassing van dit besluit op de mandaathouders van rang 15, worden de betrekkingen uiterlijk op 1 februari 2015 vacant verklaard.

Art. 57. § 1. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

§ 2. In afwijking van § 1, treden de artikelen 1 tot 6, 14 tot 51, 53, 54 en 56 van dit besluit op 1 juli 2014 in werking.

Art. 58. De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 september 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET